

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 10 FÉVRIER  
N° 372 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire : 56942  
\* \*

Lire en p. 2

**Partis : d'où  
vient  
l'argent ?**

## EXPLOSION À NAPHTA-CHIMIE

**Les  
travailleurs  
dénoncent le  
manque de  
sécurité**

● *La direction  
cherche à supprimer  
les preuves*

Vers 9 h 50, mardi matin, une violente explosion fait voler en éclats les vitres de l'atelier de Chlore : un des trois réacteurs de l'atelier PPG (poly-propylène - Glycol) vient d'éclater... à un kilomètre 500 de là ! 11 travailleurs sont blessés, dont deux grièvement : un chargeait un camion à vingt mètres du réacteur, l'autre, dans l'atelier PPZ à plusieurs dizaines de mètres, a eu l'artère fémorale touchée et un pied arraché, soit par la projection d'une poutrelle soit par la porte de la salle de contrôle par laquelle il allait sortir. Un morceau du réacteur pesant près de 300 kilos arrache une partie d'une des voies ferrées, atterrit dans un atelier en crevant sa toiture après une trajectoire de... 450 mètres. Un autre morceau de plusieurs dizaines de kilos sera retrouvé dans l'enceinte de l'usine voisine BP. L'explosion a été immédiatement suivie d'un incendie, rapidement maîtrisé par les pompiers de l'usine.

p. 6

## RENAULT (DOUVRAIN)

### 500 O.S. EN LUTTE

La direction de la Régie transfère le travail à Billancourt !

## MODEL (BESANÇON)

Grève pour les salaires et l'embauche définitive

Voir p. 5

## LES DIFFICULTÉS DE BREJNEV TCHÉCOSLOVAQUIE

# LE GROUPE CHARTRE 77 DENONCE LES TRAITRES DE 68

*Carter veut profiter de la situation*

*Dès août 68,  
le peuple  
tchèque  
contre les  
envahisseurs  
et les collabos*



« Nous différons de ceux qui en août 1968 avaient signé un autre document publié seulement hors de Tchécoslovaquie et qui au nom du peuple sans en avoir reçu mandat... Justifiaient une intervention extérieure par la force en Tchécoslovaquie », écrivent dans une lettre adressée au Parlement tchécoslovaque les signataires de la Charte 77 autour desquels se cristallise un mouvement d'opposition à l'occupation soviétique et aux collabos.

L'occupation soviétique combattue en Tchécoslovaquie, Brejnev dépêche un responsable soviétique à Prague pour mettre en place les représailles. Mais en même temps, il est incapable de briser le mouvement d'opposition à l'intérieur même. 248 personnes signent pour la première fois un manifeste commun de soutien à Guinzbourg. Le géné-

ral Grigorenko, qui avait dénoncé l'invasion de la Tchécoslovaquie, lance un appel pour que soient libérés Guinzbourg et les Ukrainiens et décrété l'amnistie.

Carter tente de mettre à profit ces profondes difficultés soviétiques en affirmant : nous parlerons haut et fort des droits démocratiques avec Brejnev. La nature barbare, tant dans le monde que dans son propre pays, de l'impérialisme US est connue. Le sort des peuples ne l'intéresse pas. Il essaie seulement d'utiliser les mouvements d'opposition pour se mettre en meilleure posture face à Brejnev. Ceux-là font hautement savoir, qu'ils n'ont rien à voir avec les disputes de brigands en menant tout leur combat à l'intérieur même de leur pays, malgré les dangers et les difficultés.

G. CARRAT

## PLOERMEL :

# GISCARD N'A RIEN DEBLOQUE

Chirac avait toujours fait celui qui se situe dans la « majorité », pour y combattre Giscard plus à son aise ; celui-ci ayant tenté de le pousser dans les retranchements, il ne s'estime « pas concerné » : en somme, il continue.

Marchais avait dit que Giscard, en cas de victoire de la gauche aux élections législatives, devrait « se soumettre ou se démettre » ; Giscard le lui a vivement reproché. Marchais le répète.

Mitterrand, tout en proclamant son attachement à l'union de la gauche et au programme commun, adoptait une attitude plus souple que celle du PCF à l'égard du président de la République. Il continue à le considérer comme « un homme raisonnable ».

En somme, monsieur Giscard d'Estaing, à Ploërmel, s'est époumoné pour rien. On pouvait s'y attendre : un discours ne suffit pas à changer le paysage des contradictions politiques.

Simplement, le voilà maintenant engagé plus à fond dans le débat des partis, dont il tentait, en apparence, de se tenir prudemment à l'écart. Plus il le fera, plus il réduira sa marge de manœuvre pour la mise sur pied de l'une ou l'autre coalition après les élections. Il reste qu'il a quand même ménagé ses arrières : « La volonté démocratique » est toujours chose dont il se déclare prêt à « tenir compte ».

La bourgeoisie avait un président que son silence mettait en position difficile. Maintenant, le bruit qu'il fait ne l'enfoncé qu'un peu plus. En somme, c'est la situation, et non la manière d'y faire face, qui devient intenable.

Jean Lermet

## ESPAGNE

# Levée des restrictions à la légalisation du PCE

Le gouvernement espagnol a pris mardi soir une décision qui permettra au PCE de se faire légaliser. La loi sur les associations qui était une des principales « réformes » votée par les Cortes a été amendée : l'article qui donne pouvoir au gouvernement de refuser la légalité d'un parti est abrogé. Il suffira désormais que l'association dépose ses statuts auprès du gouvernement. Celui-ci dans les dix jours devra soit l'inscrire, soit transmettre le dossier à la Cour Suprême.

Bien que certains articles de la loi pourraient être utilisés contre le PCE, cette nouvelle procédure permet au gouvernement de favoriser la reconnaissance du PCE sans en prendre la responsabilité lui-même, évitant ainsi toute attaque et polémique de la part des adversaires de cette mesure à l'intérieur même des héritiers du franquisme, tels que Fraga Iribarne.

Voir p. 7

# PARTIS : D'OU VIENT L'ARGENT ?

De l'UDR au PCF, «L'argent secret», en passant par les républicains indépendants, les radicaux de gauche et le parti socialiste, examine la provenance des fonds dans la mesure du possible. Des chapitres particuliers sont consacrés à l'argent des campagnes électorales présidentielles, ainsi qu'à l'utilisation des fonds du patronat.

André Campana, qui se déclare «partagé entre la sévérité et le scepticisme», manifeste, au long de son livre, une certaine sympathie pour Giscard d'Estaing, qui «a un peu rêvé à cette question». Ses sentiments semblent plutôt, actuellement, aller à la gauche, dont il dit que «les partis politiques financés au grand jour sont plus démocratiques». Sur le fonctionnement financier de ces derniers, il apporte cependant aussi des précisions intéressantes.

Posé en termes de moralité, dont les critères ne sont guère fixés par la législation, le problème comporte peu de solution. Aussi longtemps, en tout cas, que l'on reste dans une société où l'argent, sous sa forme de capital, est roi.



Aimé Aubert, le responsable des choses électorales au CNPF (à gauche) avec le vice-président du patronat, Ambroise Roux.

## A propos du livre d'André CAMPANA : L'ARGENT SECRET\*

### L'ARGENT SECRET COMMENT LE PATRONAT FAIT LES LOIS

Avez-vous entendu parler du «groupe parlementaire d'étude des problèmes économiques et sociaux des entreprises»? Les députés de la «majorité» Roland Boudet, Paul Barberot, René Blas, Emmanuel Hamel, Maurice Ligot, Lucien Neuwirth en constituent le bureau. Ce groupe a notamment fondé un «club administration-parlement-entreprise» auquel participent les syndicats patronaux du bâtiment, de la chimie et du pétrole.

Evidemment, il s'agit d'examiner «les répercussions sur la vie des entreprises, des projets de loi». Depuis les ministères où les projets s'élaborent, jusqu'au parlement où ils s'amendent, André Campana montre ainsi comment les textes des lois qui nous régissent sont étroitement soumis à un contrôle patronal de tous les instants : «La règle du jeu, ce n'est pas tout à fait l'argent. La règle du jeu, c'est que tout le monde se connaît». Ce qui n'empêche pas de donner la précision suivante : «le secrétariat de tel ancien ministre de l'agriculture a été, pendant des années, payé par le syndicat du sucre». Traitant de la question des marchés d'État Campana écrit : «Il est incontestable que dans ce jeu financier au plus haut niveau, qui va de l'État vers certaines grandes sociétés par l'intermédiaire de banques, celles-ci doivent jouer un rôle important dans le financement des circuits politiques».

### ARGENT ELECTORAL POUR LA DROITE

Plus facile, bien qu'il reste occulte, est de se faire une idée sur l'argent qui circule lors des campagnes électo-

rales. Un milliard et demi de centimes pour l'élection de Pompidou, 5 milliards au moins pour les trois candidats (Chaban, Giscard, Mitterrand), aux dernières élections présidentielles. Un minimum de deux milliards et demi pour une élection législative (en prenant seulement en compte les députés élus) : «cinq à six millions par candidat sérieux», telles sont les estimations des coûts.

D'où vient l'argent ? Robert Galley, député de Troyes, ministre, explique qu'en 73, il a touché 20 000 francs de l'UDR (qui les recevait d'où elle-même ?), 50 000 F d'industriels : de plus, «un employeur a consacré quinze jours de travail de l'ensemble de son personnel, soit trente-cinq personnes, à ma campagne». A un niveau plus élevé, «ce n'est certainement pas sur la caisse officielle du CNPF que la dîme électorale est prélevée». «Le rôle du CNPF (...) consiste à aiguiller et à servir de transmission entre ceux qui en ont et ceux qui en recherchent».

### FONDS SECRETS A L'UDR. RELATIONS PUBLIQUES CHEZ GISCARD

Pour les partis de la droite classique, où l'action militante permanente compte peu, c'est essentiellement en période électorale que cette manne est recherchée et trouvée. L'UDR, des années durant, y a ajouté les «fonds secrets» : inscrit au budget sous le titre «services du premier ministre», cet argent, destiné en principe, à financer les services d'espionnage, et qui, à ce titre, n'est contrôlé par personne, servirait à 80 %, en réalité, à des buts politiques. Pierre Juillet, cornac du jeune Chirac, aurait été des années durant l'homme chargé de le gérer.

Il aurait été utilisé dans l'opération de chiraquisation de l'ancien parti gaulliste. André Campana se demande si la qualité de «conseiller politique de Raymond Barre» qui est celle de Guichard au sein du gouvernement ne permet pas à ce parti de continuer à émarger à cette caisse.

Côté républicain indépendant, en effet, il ne semble pas que le moindre problème financier se pose : parce que, moins encore que l'actuel RPR, ce groupe n'a une structure de parti exigeant un fonctionnement permanent.

En cas de besoin, la nature de classe de ses responsables : Giscard, Poniatowski, d'Ornano, qui touchent de beaucoup plus près, par leur origine, au monde de la haute finance, fait que l'argent n'est pas difficile à trouver.

### QUAND LE PATRONAT PAIE A GAUCHE

L'argent patronal n'est pas complètement absent à gauche, loin s'en faut. Au parti radical, on a son patron bien à soi : Manuel Diaz, «administrateur de sociétés» (multiples) qui financerait, avec un autre industriel, Sampiero Quilici, la moitié des dépenses. Au fur et à mesure que les giscardiens, par francs-maçons interposés, tentent de «jeter des passerelles» de ce côté-là, l'argent du grand patronat pourrait à son tour affluer.

«Sur les cinquante ou soixante branches du CNPF, trois seulement nous ont donné quelque chose. L'une ce chèque de 250 000 F, et les deux autres autour de 60 000 F», déclare André Rousselet, responsable financier de la campagne présidentielle de Mitterrand. A quoi il faut certainement ajouter les dons des «PDG de gauche», tels les frères

Riboud, José Bidegain, les frères Seydoux, très liés au «Nouvel Observateur». Jusqu'ici, Campana estime avec une certaine vraisemblance que cette aide est «marginale» pour ce qui concerne l'ancienne SFIO. Reste à savoir ce que deviendra la situation, avec les nouvelles possibilités de combinaisons de «centre-gauche» qui se dessinent.

En attendant, le parti socialiste a une influence politique prépondérante au sein du mouvement coopératif, dont les chiffres d'affaires laissent rêver : en francs nouveaux, «crédit coopératif, 4 milliards, coopérative agricole, 45 millions, crédit agricole, 138,5 millions» etc. Pour l'achat du siège social (près d'un milliard ancien), le crédit coopératif, par exemple, a fourni trois cents millions anciens, et les syndicats allemands deux fois plus environ.

Or, le SPD allemand est, avec son appareil syndical, un des plus puissants capitalistes de son pays.

### L'APPAREIL CAPITALISTE DU PCF

Côté PCF, pour un budget officiel de plus de dix milliards anciens en 75, les chiffres donnés par le trésorier, se montent à 4 milliards et demi de cotisations, 2 milliards prélevés sur les traitements des élus, et quatre de souscriptions. Mais, nous apprend Campana, «l'agence centrale de publicité à Paris fait un chiffre d'affaires total de 60 millions de francs nouveaux». Ricard, à lui tout seul, fournirait, d'après les chiffres avoués, trois cents millions anciens.

Si Campana n'est pas parvenu à recueillir d'indices sur la participation du PCF à cette société, ou à diverses autres entreprises capitalistes, il fournit en revanche la liste d'un certain nombre

de sociétés mises sur pied par le PCF en vue de gérer ses propres affaires ou celles touchant à ses municipalités : «130 sociétés ou groupes financiers et commerciaux, 28 sociétés civiles immobilières, 114 sociétés de publicité ou d'édition et librairies-imprimeries, 38 sociétés coopératives ou mutualistes».

Et de citer «quelques-unes des plus importantes» : Orgeco (études économiques et gestion rationalisée), Solisco (fiscalité et comptabilité), Sicopar (fourniture de tout le gros matériel : autocars, camions, automobiles, cuisines), Socopap (équipement en matériel scolaire), Socassor (opérations de courtage et de commissions d'assurances), CDLP (Centre de Diffusion du Livre et de la Presse), Sogir (équipement en matériel informatique), Sopareco (équipement des collectivités), Transtours (agences de voyages), et naturellement, «le groupe Doumeng (...) un groupe industriel et agricole qui ne compte pas moins de dix sociétés dont il est le PDG (au premier rang desquelles Interagra et Soco-

pap, qui ont fait chacune 118 millions de chiffre d'affaires en 74), huit autres au sein desquelles il est administrateur (...), et vingt-quatre sociétés où il a des intérêts. Jean Baptiste Doumeng possède le monopole quasi-complet des échanges avec les pays de l'Est».

### BANQUE MOSCOVITE

Sur ce point, Campana rappelle que la quasi-totalité des fonds du PCF sont déposés à la banque commerciale de l'Europe du Nord, la banque soviétique en France. «On dit beaucoup, ajoute-t-il, que le PCF ainsi que la CGT ont commencé à quitter la BCEN : reflet des difficultés existant actuellement avec Brejnev ?

Une chose reste claire : tandis que les autres partis bourgeois comptent largement, soit sur le patronat, soit sur l'Etat, soit sur les deux, le PCF, lui, joue un autre jeu : celui de sa propre gestion capitaliste. C'est la préfiguration du capitalisme d'Etat qu'il projette, qui apparaît derrière cet appareil tentaculaire.

## L'argent secret

André Campana

ANDRÉ  
CAMPANA :  
L'ARGENT  
SECRET  
LE FINANCE-  
MENT DES  
PARTIS  
POLITIQUES  
ARTHAUD  
EDITEUR  
PRIX 25 F



## Le coup de colère de Giscard

# UN COUP D'ÉPÉE DANS L'EAU

En haussant le ton mardi soir, dans son discours de Plœrmel, Giscard d'Estaing cherchait visiblement à impressionner ses adversaires de l'union de la gauche, et encore plus à remettre de l'ordre dans une «majorité» où les entreprises de Chirac sèment depuis plusieurs mois la discorde. Visiblement, à entendre et à lire les différents commentaires faits hier à la suite de son «offensive», c'est déjà manqué : la feinte indifférente de Chirac est en réalité une fin de non-recevoir. Et son expression sur «l'exercice personnel» des pouvoirs du président de la république frise l'insolence.

De leur côté, les deux leaders de l'opposition n'ont pas changé d'un pouce leur ligne de conduite, toujours plus souple chez Mitterrand que chez Marchais. Avant même toute réaction de ces différents leaders, certains grands journaux parisiens ne traitaient guère les déclarations giscardiennes que par la dérision.

### MARCHAIS

«Une attaque contre ce qui constitue la principale force d'opposition à sa politique. Nous ne mettons pas en cause les fonctions du président de la république. Nous demandons simplement que le président de la république s'en tienne aux fonctions qui lui sont attribuées par la constitution. Se soumettre, c'est appliquer la constitution, c'est à dire désigner dans la nouvelle majorité un premier ministre, qui, lui, à la charge de former le gouvernement. Et ensuite, accepter que le

gouvernement détermine et conduise les affaires de la nation comme l'aura voulu la majorité des électeurs. S'il considère que la politique du programme commun est absolument incompatible avec sa politique (et je le comprends, puisqu'il est le chef de file de la droite réactionnaire et le représentant des intérêts des grands monopoles); s'il considère qu'il est incompatible d'assurer sa fonction et de laisser mettre en œuvre la politique du programme commun, alors évidemment il devra se démettre».

### MITTERRAND

«C'est un discours qui marque une défensive».

«C'est au président de la république, sous toutes les républiques, qu'il appartient de désigner le premier ministre. On peut penser qu'un président de la république respectueux de ses devoirs constitutionnels désignera un premier ministre dans la majorité parlementaire. Quoi de plus normal qu'un socialiste pense d'abord au premier secrétaire de son parti, qui joue quelque rôle dans la vie politique française, pour remplir ce poste-là (...). Je ne suis candidat à rien d'autre qu'à gagner les élections».

«Tout est affaire de sagesse. Si le suffrage universel donne la majorité au programme commun, il faudra mettre en œuvre le programme commun, et le président de la république n'aurait pas le droit de faire autrement. Je n'aborde pas ce sujet en refusant à l'avance au président de la république la capacité d'être raisonnable. Il m'apparaissait comme un homme raisonnable. Je ne vois pas pourquoi une mouche l'aurait piqué au point de le faire manquer à ses devoirs».



Giscard : la chasse à l'électeur est ouverte

## DANS LA PRESSE

### LE FIGARO

M. Serge Maffert, nouveau commentateur politique du «Figaro», est un acien (?) responsable du cabinet de M. Chirac. Dans l'éditorial du «Figaro», journal acheté par Hersant avec le soutien de Chirac, M. Maffert écrivait hier : «à la grande satisfaction de ses auditeurs, le président a été vigoureux à l'égard de M. Marchais et des communistes, mais aussi des socialistes»; autrement dit : bravo, vous vous ralliez aux vues du RPR.

Cependant, tout n'était pas, dans les discours présidentiel, fait pour plaire à M. Maffert : «Rétablir un

climat de sérénité et d'harmonie dans la majorité ne serait pas inutile non plus. Puisqu'avec la «peau de l'ours», on en est aux proverbes, disons qu'on ne prend pas les mouches avec du vinaigre». Ceci, natu-

### LE MONDE

«Le Monde» on le sait, est depuis plusieurs années plutôt favorable à l'union de la gauche : on l'avait bien vu au moment des élections présidentielles. Cette fois-ci, c'est son rédacteur en chef, Jacques Fauvet, qui a pris la plume pour écrire : «le président de la république s'est engagé plus avant dans le combat électoral, montant

rellement concerne les attaques contre Chirac. Mais traiter ainsi l'ancien premier ministre de mouche ! D'ici que Giscard se proclame d'accord, et, toujours dans les proverbes, le traite de «mouche du coche»...

lui-même en première ligne (...) C'est un choix, mais ce peut être aussi une aventure». Et de conclure, évoquant la perspective d'une victoire de la gauche aux élections législatives : «il est une autre tradition gaulliste : lorsque le président s'engage à fond dans un combat, il ne se dégage pas au lendemain de l'échec ; il s'en va».

## MITTERRAND À BESANÇON

### UNE MAIRIE «SOCIALE» FAÇON PS

Officiellement, c'est en hommage à Monsieur Minjot, maire PS qui se retire à l'âge de 72 ans, que Mitterrand vient à Besançon ce jeudi. En réalité, c'est le début de la campagne socialiste pour les municipales et le lancement de la liste locale, dirigée par le sénateur Schwintz. Cette liste qui comporte des têtes nouvelles, se caractérise surtout par sa fidélité à la composition sociale de l'ancienne municipalité.

Au moins douze représentants de la bourgeoisie locale : trois avocats, de nombreux cadres supérieurs, des commerçants, deux banquiers, et même l'adjoint Huot, spécialiste des affaires sociales qui, en fidèle représentant du patronat local, prétend démanteler le CAT (atelier des handicapés), en réduisant les ressources des handicapés à 70 % du SMIC, en licenciant une quarantaine de travailleurs valides, et en remettant en cause les droits syndicaux. Les milieux universitaires, comme le professeur Pinard, célèbre pour ses diatribes contre les travailleurs de l'entreprise de transport CTB en grève, plus particulièrement contre les syndicalistes CFDT, sont également bien représentés (huit sièges).

La liste «unitaire» ainsi constituée ne l'a d'ailleurs pas été facilement : des mois durant, le PCF a protesté par communiqué et pétitions : «depuis juillet, le PS campe sur ses positions». Finalement, le PCF a dû céder, en regrettant «une représentativité diminuée» : sept conseillers sur les quarante et un, et pas d'adjoint. Ceci non sans avoir tenté d'utiliser un certain mécontentement dans les quartiers (Battant, Planoise), pour refaire du terrain.

Le PSU, quant à lui, très divisé, réussit finalement à obtenir deux strapontins pour des personnalités cooptées au dernier moment

(un médecin et un cadre de LIP), sans être admis proprement en tant que parti. Pendant ce temps, les radicaux de gauche (centristes de l'ancienne municipalité), ne voulaient pas être oubliés non plus : ils demandaient la même représentation qu'avant : neuf conseillers et deux adjoints.

Quant au programme électoral, il ressemble à s'y méprendre à celui des listes de droite : «Besançon doit être une capitale régionale à part entière ; il faut veiller à la qualité de la vie et à l'environnement ; il faut développer l'action économique afin d'alléger les problèmes de l'emploi ; service social, etc...» et, pour cela, il faut un homme compétent, disposant de bonnes relations. L'un les trouve dans le patronat et la «majorité», l'autre dans ses fonctions parlementaires... Seule variante : pour l'un, Besançon est «au bord de l'asphyxie, il faut opérer vite» (c'est un médecin) ; pour l'autre «il ne faut pas exagérer», et, s'il y a des problèmes, c'est de la faute au gouvernement.

Les travailleurs de Lip, Kelton, Compteurs Schlumberger et Rhodia, quant à eux, ne tiennent pas à ce que leurs problèmes d'embauche soient oubliés. Ils ont pris plusieurs initiatives dans ce sens. Enfin, les employés du CAT seront présents ce soir pour dire ce qu'ils pensent des mesures qui les concernent.

### MUNICIPALES A GAUCHE PARIS :

## L'interminable ennui des tractations

On les croyait d'accord, après le retrait des prétentions des deux socialistes Sarre et Estier à conduire les listes du programme commun dans les 11<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> arrondissements. Mardi matin, ils étaient réunis, et l'on s'attendait à les voir sortir ensemble. Patatras, le PS est sorti seul : il voulait «consulter sa direction». Cette fois-ci, le différend n'était plus avec le PCF, mais avec les radicaux de gauche. Et cela pour... un siège ! Il est vrai que ceux-ci n'en auraient que deux au total, selon les propositions socialistes.

Naturellement, le PCF s'est saisi de l'occasion pour publier un communiqué commun avec la portion congrue de l'union de la gauche. Proposition : une nouvelle rencontre, qu'ils voyaient se tenir hier matin. Mais la fédération socialiste a fait la fine bouche : elle voulait, paraît-il, consulter le bureau exécutif du PS, qui ne se réunissait qu'hier soir. Il faudra donc encore attendre. La division de la droite dans la capitale n'a d'égale que les difficultés de la gauche à «s'unir»... pour combien de temps ?

## POLITIQUE

# PCF UNE CAMPAGNE BIEN DIFFICILE

En décidant de lancer leurs cahiers de doléances «vérité-espoir», les dirigeants du PCF cherchaient visiblement à se placer en position de force pour la préparation des élections municipales. Il s'agissait, notamment, en prenant pour thème «la pauvreté», de remettre l'accent sur son action en direction des couches populaires, où il espérait trouver un terrain où le PS serait en moins bonne position pour lui faire concurrence.

## Conseil des ministres

### «TRAVAILLEURS MANUELS» : MESURES FRACASSANTES

Les élèves issus de l'enseignement technique auront une petite chance d'entrer dans les «grandes écoles», ces sanctuaires où la bourgeoisie forme ses futurs cadres. C'est ce qui ressort du rapport que Stoléro a fait au conseil des ministres. Naturellement, il ne s'agit pas des élèves des CET. Mais quelques dizaines de bacheliers du technique auront peut-être la possibilité de s'élever au-dessus de leur classe d'origine.

Par ailleurs, un projet de loi est mis à l'étude pour permettre aux salariés élus à l'assemblée nationale ou au Sénat de retrouver leur place après la fin de leur mandat parlementaire : ils seraient mis en congé au lieu de se trouver en rupture de contrat. Naturellement, cela va permettre à la classe ouvrière de prendre le pouvoir par la voie parlementaire... à moins que Giscard ne se moque tout simplement du monde, avec des «réformes» comme les deux dont nous venons de parler.

La pauvreté... de contenu de ce qui ressort de cette campagne dans l'*Humanité* rend compte des difficultés que rencontre la tentative. Elle nous est confirmée par diverses informations en provenance des entreprises de la banlieue parisienne. Une idée supplémentaire du creux de cette campagne est donnée par les deux articles qui y sont consacrés dans l'*Humanité* d'hier.

D'une part, un long article de Frédérique Piel sur «la campagne vérité-espoir et les enseignements». On y apprend notamment : «L'intégration d'une zone importante de pauvreté dans la stratégie monopoliste pèse sur les salaires des enseignants comme sur ceux de l'ensemble des salariés. L'existence de très bas salaires tire vers le bas l'ensemble de la grille des rémunérations». Le thème est apparu quelque temps dans la presse du PCF, chaque fois qu'il s'agit de situer son action en direction des couches de cadres dans sa campagne actuelle. Mais une pirouette verbale ne suffit pas vraiment à résoudre le problème : le choix de classe que fait réellement et prétend faire le PCF ? Et à quelles contradictions insurmontables cela le conduit-il

dans la mise en œuvre quotidienne de sa politique.

Pour tenter de donner un peu de lustre au rassemblement du Bourget, qui doit rassembler les cahiers de doléances, le PCF en vient donc à utiliser des ficelles publicitaires ; notamment, un autre article de l'*Humanité* d'hier titre : «Tours, fraiseuses, machines de photocompositions exposées au forum des entreprises». Avec quelques vedettes du spectacle annoncées en prime. Mais, si la classe ouvrière accorde une grande importance à la production en régime socialiste, tout en prenant la lutte des classes comme axe, peut-il en être de même en régime capitaliste, où la production, c'est d'abord l'exploitation ?

Il est vrai que la prétendue perspective socialiste du PCF présente trop de parenté, du point de vue du maintien des rapports de classe, avec la société actuelle, pour qu'ils se posent la question : maquettes de Concorde, de train à grande vitesse, fraiseuse et machines de photocomposition viendront donc témoigner à leur manière que la «pauvreté», en définitive, est le cadet des soucis du PCF.

## Pétrole : libre concurrence ? Voire ?

L'EDF et vingt autres industriels gros consommateurs de fuel lourd seront désormais autorisés à acheter directement leur pétrole à l'étranger, au lieu de devoir passer par les compagnies pétrolières. Celles-ci n'ont pas l'air de trop s'en émouvoir : elles estiment être les seules à disposer des moyens de transport et de stockage nécessaires, comme un de leurs représentants, PDG de BP France, l'a déclaré hier.

## Colonialisme

Mayotte, l'île des Comores que la France tient encore sous sa domination, séparée de l'état indépendant que les autres ont formé, aura des élus comme n'importe quel territoire français. Le malheur est que, justement, ce n'est en pas un, malgré tous les référendums truqués organisés l'année dernière. Mais désormais, les urnes seront bourrées plus «légalement».

## GAULLISTES GISCARDIENS ?

Stirn, secrétaire d'Etat aux colonies, avait démissionné du RPR dès l'annonce de la candidature de Chirac à la mairie de Paris. On savait déjà, depuis l'éclatement des contradictions entre l'ancien premier ministre et Giscard d'Estaing, qu'il était du côté du président de la République.

Il vient de tenir, hier matin, une conférence

de presse, dans laquelle il a annoncé son intention de regrouper les «gaullistes» favorables à Giscard. Visiblement, cette initiative est coordonnée avec le discours de Giscard, qui, mardi soir, s'en est pris assez violemment au RPR. Il s'agit aujourd'hui pour les giscardiens, même ceux qui se prétendent gaullistes, de repasser à l'offensive.

# LUTTES OUVRIÈRES

## JOURNÉE D'ACTION À LA RATP

Hier avait lieu, à l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT et FO, une journée d'action de 24 heures à la RATP (bus, métro, RER). Ce mouvement a été décidé suite à la rencontre de la RATP et les syndicats, mercredi.

Négatif est d'ailleurs un terme assez faible pour qualifier le fait que la direction de la RATP a, non seulement, refusé de reconduire le contrat salarial, reconduit jusqu'ici chaque année, mais a de plus, affirmé que l'augmentation des salaires dans ce secteur avait augmenté de 0,4 % en trop par rapport à 76 !

Les syndicats autonomes, ont eu, pour cette journée, une position pour le moins ambiguë. Affirmant qu'ils ne se faisaient «pas d'illusions sur le semblant de négociations» qui auront lieu éventuellement à nouveau, ils n'en appelaient néanmoins pas à la grève. Le minimum et bien peu de choses au regard de l'attaque de la RATP contre le pouvoir d'achat des employés ! En quoi, la journée d'action d'hier fera-t-elle reculer la direction ? En rien, assurément. D'ailleurs, le succès de cette journée a été pour le moins mitigé. 70 % des métros circulent, 50 % des bus, quant au service du RER, il était normal.



La grève de la RATP peu suivie. La tactique des journées d'action sans lendemain, de plus en plus remise en cause !

## L'OR VERT POUR LES SPÉCULATEURS EXODE ET CHÔMAGE POUR LES TRAVAILLEURS

Vendredi, un comité interministériel à l'Hôtel Matignon a confié à d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, la mission de compléter le plan «bois-papier» de 1974.

Deux secteurs sont concernés par ce plan qui est mis en place à cause du déficit dû aux importations de bois et de pâtes à papier, l'un concerne la sylviculture et l'autre, l'industrie papetière.

La législation favorise la constitution de sociétés anonymes tels que les groupements financiers agricoles (G.F.A.) pour rassembler des parcelles, rationaliser l'exploitation et développer la mécanisation. Le résultat est catastrophique pour les paysans qui sont devenus rapidement minoritaires dans les régions comme la Haute-Corrèze, chère à Chirac, les forêts de résineux prennent toute la place, détruisent les zones naturelles de pacage des moutons, en modifiant la structure des sols.

Les sociétés qui investissent dans «l'or vert» des forêts sont exonérées d'impôts. Grâce aux multiples aides de l'État, elles réalisent rapidement de gros profits. Quelquefois, la révolte de paysans dépossédés de leur possibilité de travail se traduit par l'incendie volontaire des

forêts de résineux appartenant au capital qui a spéculé également sur l'industrie du papier.

En France, de nombreuses usines existaient, dispersées jusqu'en 1973-74, sur les lieux d'abattage. La restructuration bat son plein sous la houlette de chefs de file tel que «La cellulose du Pin». Par exemple, en Corrèze, le développement de l'usine du Condat au Lardin, fortement automatisée, a provoqué la fermeture de petites usines telle celle d'Uzerches et le licenciement sans réemploi sur place des ouvriers qui y travaillaient.

Concentration et restructuration provoquent des exodes de paysans et les mises au chômage d'ouvriers, c'est, à n'en pas douter les projets du plan papier-bois de d'Ornano.

## Quand le bâtiment ne va pas...! Le chômage augmente

Les promoteurs immobiliers et les entrepreneurs de bâtiment ont bien des soucis. En Alsace, la SA Burggraf Immobilier et la Société Wagner vont fermer leur porte. Ce sont au total plus de 700 travailleurs qui vont être mis au chômage.

Mise en règlement judiciaire, la SA Burggraf-Immobilier laisse soixante-dix employés sans emploi ainsi que les ouvriers de nombreuses usines sous-traitantes qui fabriquaient des éléments en polyester.

A Strasbourg, la Société Wagner et les entreprises sous-traitantes menacent plus de 600 ouvriers de chômage. C'est la logique de la crise de la construction immobilière qui est invoquée comme toujours par les patrons.

Les premiers touchés sont les travailleurs étrangers dont certains ne voient pas leur contrat de travail renouvelé.

Non aux licenciements !

MODEL (BESANÇON)

## LE «BON SENS» DES TRAVAILLEURS RÉCLAMÉ PAR LA DIRECTION L'A EMPORTÉ :

### LA LUTTE EST RECONDUITE

Deuxième semaine de lutte pour les travailleurs de Model à Besançon. C'est il y a plus de huit jours aujourd'hui, mardi dernier, que ces ouvriers d'une usine d'outillage, située dans la zone industrielle de Planoise, constataient le refus de la direction d'accorder un rattrapage du pouvoir d'achat sur les trois dernières années. Ils décidaient alors d'arrêter totalement la production et déposaient un cahier contenant les revendications suivantes : 2 000 F minimum pour tous, 200 F uniformes, l'embauche définitive des travailleurs sous contrat, la suppression des contrats, le treizième mois (voir QdP n° 369).

Devant la détermination des grévistes, la direction, après avoir tenté l'intimidation par le recours à des huissiers, tentative totalement inopérante, vient d'envoyer une lettre à chacun d'entre eux, qui ne manque pas de sel et de toupet ! Qu'on en juge par ces extraits :

«Madame, monsieur,

A la suite d'un conflit survenu d'une manière subite (?), vous avez été mis dans l'impossibilité d'occuper votre poste de travail (!) Au cours des entrevues que nous avons eues avec les représentants du personnel, nous avons rappelé les précisions suivantes : (les travailleurs auraient-ils la mémoire courte ?)

- au 1<sup>er</sup> janvier 1977, l'ensemble du personnel a bénéficié d'une augmentation de 1,75 %, en complément des augmentations accordées en 1976 (augmentation que la direction chiffre à 14 %)

- nous avons rappelé les impératifs du plan gouvernemental en matière de politique salariale en 1977, les mesures de contrôle et les pénalités auxquelles nous serions soumis. Nous avons précisé qu'il ne nous était

absolument pas possible de répondre favorablement aux revendications excessives déposées, qui, si elles étaient satisfaites, mettraient en péril la compétitivité et la survie de l'entreprise, pour ajouter tout de suite après, une petite phrase qui rend pour le moins caduque, ce qui vient d'être dit !

#### DRÔLE DE CONCILIATION !

«Toutefois dans un but de conciliation, nous avons

présenté les propositions suivantes :

- Avance au 1<sup>er</sup> février, de l'augmentation de 1,5 % des salaires prévue au 1<sup>er</sup> avril... Voilà qui tend à prouver non pas la bonne volonté de la direction, comme celle-ci le prétend, mais bien qu'un premier recul lui a été imposé par ces huit premiers jours de lutte !

Mais cela ne saurait suffire !

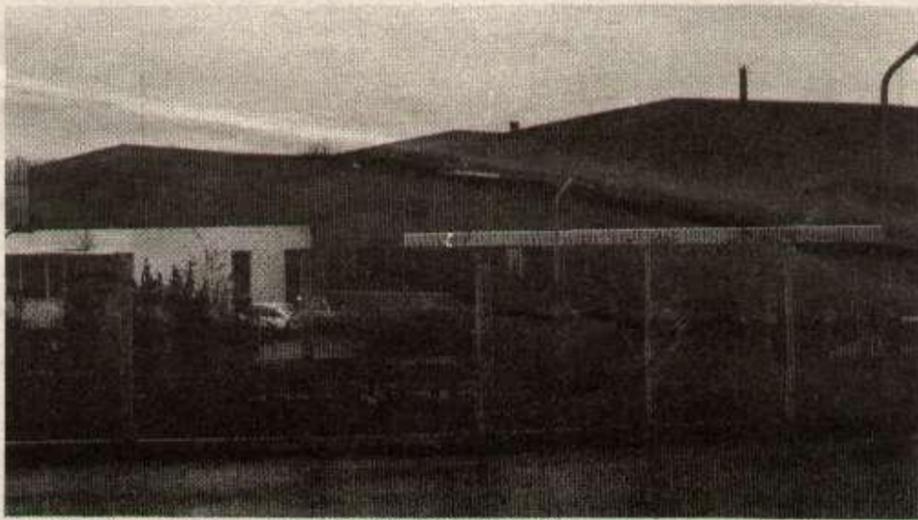
La lettre poursuit : «Nous attirons votre attention sur le risque très important encouru par l'entreprise, vis-à-vis de la clientèle, au cas où la reprise du travail tarderait... En conséquence, nous vous demandons de reprendre le travail le lundi 7 février, à l'heure habituelle. Nous ferons le nécessaire pour que la liberté du travail soit respectée... Devant la gravité de la situation, nous vous demandons de bien réfléchir sur les conséquences très graves d'une non-

reprise du travail. Nous comptons sur votre bon sens...»

Les travailleurs ont effectivement, après avoir reçu cette lettre, réfléchi rapidement, et leur bon sens l'a très vite emporté, puisqu'ils ont décidé de continuer la grève.

C'est effectivement la seule décision qu'il y avait à prendre ! Quel ouvrier, la direction de Model croit-elle tromper avec des arguments aussi piètres que celui selon lequel ils auraient intérêt à la bonne marche de l'entreprise ? Bonnes affaires ou pas, augmentation des clients ou pas, «cela fait trois ans qu'on a pas eu ce qu'on nous avait promis» disent à juste titre les travailleurs. La bonne marche de l'usine, n'a en fait profité qu'à la direction ! La lutte continue !

Correspondant Besançon



Bas salaires, contrats... une usine pas si modèle que ça

## 500 O.S. EN LUTTE :

### LA DIRECTION TENTE DE FAIRE FAIRE LE MOTEUR X À BILLANCOURT !

RENAULT (DOUVRAIN)

500 ouvriers de l'usine de Renault à Douvrain, sont actuellement en grève.

C'est le vendredi 28 janvier, dans la soirée, que les 120 travailleurs de la chaîne de montage du moteur X (équipant la Peugeot 104 et la Renault 14) ont décidé d'arrêter le travail. L'équipe d'après-midi s'y mettait quelques minutes plus tard. Le mardi 1<sup>er</sup> février, les travailleurs de l'atelier «usinage» rejoignent leurs camarades du montage. Ils sont aujourd'hui 500 à avoir arrêté complètement le travail sur la chaîne. Leurs revendications portent sur l'amélioration des conditions de travail (le paiement de la prime de productivité), le relèvement de la prime de transport, une prime de 400 F, la revalorisation des classifications.

Il faut souligner que cette entreprise plus connue sous le nom de «Française de Mécanique» était présentée lors de son installation comme une usine modèle ! Une foi n'est pas coutume ! Dans un sens oui, mais surtout pour les cadences de travail

qui ne cessent d'augmenter ! La direction pour tenter de les faire accepter fait le chantage au chômage très important dans la région du Nord-Pas-de-Calais, «Acceptez le rythme de travail, sinon d'autres prendront votre place». Sait-on que les demandes d'embauche dans cette usine sont assez nombreuses

pour pourvoir aux «besoins», selon les dires de la direction ! Celle-ci tente actuellement de casser le mouvement. Elle vient, en catastrophe, de mettre en place les aménagements nécessaires dans les usines de Choisy et Billancourt (département 49) pour que l'assemblage du moteur X se fasse, malgré la

grève. Cela est une nécessité vitale pour elle : il n'y a pratiquement pas de stock à l'usine de Douai (une autre usine «modèle» où s'effectue le montage du moteur sur la Renault 14. C'est donc une nécessité vitale de l'empêcher de mettre en œuvre ce mauvais coup !

## LES TRAVAILLEURS CONTRE LES TRUSTS EUROPÉENS DES ASCENSEURS !

SCOM (Nice)

D'une multinationale à l'autre, les travailleurs doivent lutter pour défendre les avantages acquis et empêcher les licenciements. A Nice, dans le quartier de l'Ariane, deux des usines spécialisées dans la fabrication et l'entretien des ascenseurs restructurent. La SCOM et la KONE ont changé de propriétaire en 75, Westinghouse, géant américain de la construction électro-mécanique, les a venues au groupe finan-

dais KONE. Le marché européen des ascenseurs est disputé par divers groupes dont Roux Combaluzier, Otis et Falconi.

Avec des usines à Chateauroux, en Espagne, en Finlande et en Allemagne, le groupe KONE juge qu'il peut fermer ses usines de Nice. De plus, la combativité des ouvriers de la SCOM et de KONE est grande, fondée sur une

expérience de lutte contre l'ancien propriétaire Westinghouse. Cela explique aussi beaucoup de choses ! Jacques Médecin, le député Maire, secrétaire d'Etat, a fait à ses dépens, l'expérience de la combativité des ouvriers de la SCOM, lorsqu'ils ont perturbés à Nice une inauguration ! Actuellement, manifestations et mouvements de soutien se multiplient pour empêcher les 96 licenciements !

## NOUVELLES DE NORMANDIE

### SMN (CAEN) : DE GRAVES MENACES CONTRE LES TRAVAILLEURS

Dans l'hebdomadaire «Liberté de Normandie», en date du 4 février, un page entière est consacrée à la situation de la S.M.N. (Société Métallurgique de Normandie) à Caen où, depuis plusieurs mois, des mesures de chômage partiel importantes sont imposées par la direction aux travailleurs. C'est la crise, déclare Gombert, le PDG, pour justifier ces mesures, une crise qui d'après lui n'est pas encore résolue, mais qui est en bonne voie de l'être... pour peu que ses propositions soient appliquées. Et M. Gombert a des idées sur la question !

Pour lui, une nécessité s'impose : il faut restructurer, et pour cela, il faudrait prendre modèle sur la sidérurgie japonaise «qui est directement financée par les pouvoirs publics. Elle obtient des crédits à des conditions privilégiées tant et si bien que les frais financiers ne sont pas importants.» Sans rire, Gombert affirme que l'aide financière de l'Etat japonais permet «en favorisant le développement industriel du pays, de consolider l'emploi et de maintenir un niveau de vie élevé», pour avouer trois lignes plus loin que si le Japon est dans le peloton de tête des pays industrialisés, c'est grâce à la «discipline» de l'ouvrier japonais : en clair la surexploitation qu'il subit. Cette exploitation, Gombert se propose de la renforcer à la S.M.N. en supprimant le «laissez aller», le «gaspillage» et les «réactions intempestives» (!) En clair, il faut augmenter la productivité et limiter le droit de grève ! Gombert s'insurge aussi contre l'absentéisme : «En 68, le pourcentage était de 4,2%, en 76, il est de 6,6%», un absentéisme qui, selon lui est dû à la suppression des trois jours de carence en cas de maladie.

En clair, les ouvriers en profitent ! Et de suggérer à mots couverts leur rétablissement ainsi que... la suppression de tout un tas d'avantages qui seraient la cause de la crise, comme la distribution des paires de gants !

Remise en cause des avantages acquis, augmentation de la productivité, menaces contre le droit syndical («les syndicats distribuent trop de tracts»), c'est une attaque d'ampleur contre les travailleurs que Gombert se prépare dans les semaines et mois à venir. Quant au prétexte de la crise, Gombert est clair : «Cette crise aura eu le mérite d'accélérer la résolution de certains problèmes latents et surtout l'amélioration de la productivité». Et de conclure que les ouvriers doivent accepter cette «évolution» ! Qu'il ne compte pas sur eux !

### AFPA (CAEN) : NON A LA REMISE EN CAUSE DE L'ACCORD DE 1968

Les employés de l'A.F.P.A. (Association pour la Formation Professionnelle des Adultes) de Caen viennent de mener une journée de grève de 24 heures (101 employés sur 103). Réunis en Assemblée Générale, ils ont expliqué : «Nous dénonçons la violation des accords confirmés par le protocole de mai 1968. En effet, il s'agit d'une attaque sans précédent de ses droits statutaires». De quoi s'agit-il ? De la remise en question d'un accord paritaire signé en 1958 et qui stipule que les employés des A.F.P.A. touchent un salaire qui ne peut être inférieur aux revenus minima officiels de la Métallurgie Parisienne.

Barre, il s'agit bien sûr de lui, vient de décider lui-même que ce ne serait plus le cas (ni d'ailleurs en ce qui concerne les travailleurs des arsenaux).

Les agents de l'A.F.P.A., sur la base de ce premier mouvement, ne comptent pas en rester là. «Devant la gravité de la situation, nous nous déclarons prêts à poursuivre l'action».

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Explosion à Naphtachimie

# LES TRAVAILLEURS DENONCENT LE MANQUE DE SECURITE

Le jour même, à 18 h, l'UD-CFDT et la section CFDT de l'usine organisaient une conférence de presse pour dénoncer les véritables causes de cette explosion : « Dans le réacteur est stocké de l'oxyde de propylène et d'éthylène, ce qui permet de produire par réaction du PPG qui sert à la fabrication de pneus et de mousses. Contrairement, à la dépêche de l'AFP, «les 2 500 à 3 000 ouvriers de l'usine n'ont pas été immédiatement évacués ; l'évacuation a été un phénomène d'entraînement. La direction ne l'a pas prise en mains. Ce sont les délégués CHS et SHS, (Section d'Hygiène et Sécurité) qui ont pris la responsabilité de la faire. Si un deuxième réacteur situé à une dizaine de mètres avait explosé, 50 et peut-être 100 travailleurs risquaient de sauter».

En effet, contrairement au communiqué de la direction, qui ose affirmer que «les trois unités (réacteurs) ont été nettement isolées les unes des autres», il n'existe aucune protection spéciale. Cela explique que les journalistes rapidement avertis n'ont pas pu venir prendre des photos. «Pour les consignes d'évacuation, il faut bien préciser que les postés doivent rester sur leur lieu de travail tant que la direction ne dit rien. Ils doivent assurer la sécurité. Certains, comme ceux de l'atelier d'oxyde de propylène ont dû rester à une vingtaine de mètres du réacteur. Pour le personnel de journée, il n'y a aucune consigne de prévenu».



Comme à Donge, l'accident aurait pu être évité si les mesures de sécurité avaient été prises

« Dans mon atelier, l'évacuation était plus un bruit qui courait qu'un ordre, explique un ouvrier. — Où allez-vous ? a demandé mon chef d'atelier. Il n'avait pas vu qu'il n'y avait plus personne ! »

Ce n'est pas la première explosion : le 19 avril 1969, ce même réacteur a éclaté ; il ne faisait que dix tonnes, celui d'aujourd'hui en faisait 25 et dans les prévisions, les prochains doivent faire 35 tonnes.

« Chaque fois qu'un explosé, ils en remettent un plus gros ! Alors vous voyez ça ? Trois réacteurs de 35 tonnes l'un à côté de l'autre ! » Une catastrophe très meurtrière a été évitée de justesse. Le souvenir de Feyzin est là : « Imaginez-vous que le tuyau débitant dix tonnes de chlore/heure et passant à

côté de l'atelier des réacteurs n'ait pas résisté et qu'il en ait été de même pour les wagons contenant du gaz liquéfié sur les voies ferrées longeant ce tuyau de chlore, et les bacs d'essence à proximité immédiate. Il ne resterait plus rien ! »

Pour accroître sans cesse la rentabilité, des ateliers, autrefois très éloignés les uns des autres pour éviter les risques d'explosions en chaîne, sont aujourd'hui réunis dans des « unités intégrées ». « Ces installations sont de véritables pièges à rats. En avril 1973 dans l'atelier d'oxochimie, deux ouvriers sont morts ébouillantés par la vapeur, suite à l'explosion de la pompe à compression, car en plus, il n'y pas de commande à distance ». Un exemple de

ce que peut donner la course au profit : « Un réfectoire se construit dans l'atelier d'air liquide au milieu des appareils où des compresseurs vont être ajoutés ».

Le CHS s'est prononcé contre, mais son pouvoir n'est que consultatif. Naphtachimie est contrôlée à 43 % par BP et à 57 % par le groupe Rhône-Poulenc, dont le PDG Renaud-Gillet déclarait en 74 : « Naphtachimie, c'est la poule aux œufs d'or ». 60 milliards de bénéfice brut en 74 pour 14 millions de masse salariale. Il faut donc que la poule pondre le maximum de profits. C'est pourquoi à Naphtachimie, la pratique des « test-run » est courante. Un syndicaliste CGT explique : « Une unité de production, prévue pour un maximum de cent tonnes sera poussée à 150, 200 tonnes et même davantage. On détermine ainsi les « plafonds » (goulots d'étranglement) des machines, de façon à pouvoir les modifier pour aller plus loin dans la productivité... » On comprend pourquoi la direction a fait enlever les graphiques de contrôle du réacteur qui a explosé. « Ils n'ont pas été détruits, on les a vus après l'explosion », affirment des syndicalistes CFDT. « C'est une pièce à conviction primordiale que la hiérarchie veut faire disparaître ».

Naphtachimie a déjà assassiné 18 travailleurs.

Les syndicats ont porté plainte contre X et se sont constitués partie civile, bien qu'ils ne se fassent aucune illusion sur la justice. La CFDT présentera prochainement un dossier sur les « accidents » de ces dernières années sur la zone de l'Étang-de-Berre et de Fos.

IL n'y a pas de quoi pavoiser au ministère de la santé et cette cérémonie à l'Hôtel-Dieu n'est qu'une sinistre mascarade. Une cérémonie dont la date mérite qu'on s'y arrête. En effet l'Hôtel-Dieu a reçu son premier malade en... juillet 1877. Madame Veil et M. Bernard Lafay sont en avance de 5 mois. Mais les municipales approchent, pour lesquelles Bernard Lafay et le mari de Simone Veil sont tous deux candidats...

## Le centenaire de l'Hôtel-Dieu

# UNE OPERATION ELECTORALE

Une cérémonie officielle se déroule aujourd'hui à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu, à Paris, pour célébrer le centenaire de l'hôpital. En présence de Bernard Lafay, (RPR) président du Conseil de Paris, de Simone Veil, ministre de la Santé, de M. Pallez directeur général de l'Assistance Publique et de nombreuses « personnalités » politiques et médicales.

Jusqu'à la mi-mars, des éléments du musée de l'Assistance Publique seront exposés dans le hall. Il y aura une « journée du personnel » avec lunch et une « journée des malades » : une fleur sera déposée sur chaque plateau. Après cela, qui oserait douter de la volonté d'« humaniser » les hôpitaux ?

A cette occasion, la section CFDT de l'hôpital a diffusé un tract où elle déclare notamment : « Force nous est de constater qu'à l'Hôtel-Dieu va se dérouler

une opération de prestige : les chefs de service feront visiter et photographier les plus beaux locaux, mais pas le caveau, ni les vestiaires pourris. Ce centenaire de prestige est préparé par les médecins, pour les médecins. Est-ce à dire que l'Hôtel-Dieu aurait vécu ses 100 ans sans le personnel ? Les crédits (car une telle fête coûte cher) sont accordés par l'Avenue Victoria (ministère de la Santé) et ce malgré un budget 77 catastrophique ».

L'opération prestige est d'autant plus scandaleuse que le manque de personnel à l'Hôtel-Dieu est criant ; sur des prévisions déjà largement sous-estimées, il manquait 64 agents toutes catégories au début de l'année. Pour l'ensemble de l'Assistance Publique, 580 emplois nouveaux seulement sont prévus, chiffre le plus bas depuis 1968 (1680 en 1974), et sur ce chiffre pas

# PROCES DU HOLD UP DU FIGARO

Comme il fallait s'y attendre, le commissaire Broussard, chef de la brigade anti-gang s'est efforcé de couvrir ses hommes responsables de la mort d'un passant, après le hold-up du Figaro. Hincourt, un des gangsters a déclaré : « A aucun moment je n'ai pensé qu'il s'agissait de policiers. Ils étaient en civil et à bord d'une voiture banalisée. Ils ont tiré sur moi sans sommation et sans crier « police ». J'ai reçu sept balles dans le corps. Et une balle perdue à tué un passant. C'était une bavure. Seulement, les bavures de policiers, il faut les couvrir ».

Le commissaire Broussard a évidemment prétendu que les gangsters avaient tiré les premiers. Il a dû toutefois reconnaître qu'au moment où le scooter des deux malfaiteurs avait dérapé, ses hommes « avaient peut-être manqué de sang-froid. Mais

il faut bien parer à l'imprévu ». Le commissaire Broussard fait semblant de découvrir que la réalité n'est pas aussi simple que les exercices dans les stands de tir.

Mais la pratique du « tir instinctif », du « feu à volonté » ne peut qu'amener à la bavure. La mort du passant n'a d'ailleurs pas suffi, semble-t-il, aux policiers puisque quelques heures plus tard, ils mitraillaient « par erreur » un voisin d'un des participants au hold-up ! Deux « bavures » dans une même journée pour la même affaire, ça fait beaucoup !

Mais pourquoi les policiers se gêneraient-ils ? Aucun d'entre eux ne fait l'objet de poursuites judiciaires : les bavures font partie des « risques du métier », risques courus surtout par ceux qui ont le tort de se trouver sur le trajet des balles de l'anti-gang.

## Un militant tunisien blessé par un « employé » du consulat tunisien

C'est vers 1 h du matin, vendredi dernier que Mokhtar Mamoudi, militant de l'Union Générale des Etudiants Tunisiens a été sauvagement agressé et blessé d'une balle de gros calibre, alors qu'il écrivait des slogans sur les murs du consulat. C'est après une poursuite de plusieurs centaines de mètres que deux des employés du consulat tunisien l'ont rejoint et tirèrent des balles atteignant Mokhtar. Rejoint par un troisième « employé », ils essayèrent de ramener leur victime au consulat, mais furent interceptés par une patrouille de policiers.

Que serait-il advenu si les agresseurs

étaient parvenus à raccompagner Mokhtar au consulat ? Avec ses charges pourtant accablantes, un seul des agresseurs, M. Ali Couci, a été inculpé... de coups et blessures et laissé en liberté provisoire.

## M. Caralp fait appel

Michel Caralp avait obtenu 10 000 F de dommages et intérêts du Trésor Public pour 46 jours d'internement abusif en hôpital psychiatrique. Il a annoncé mardi sa décision de faire appel, car il estime que le jugement ne met pas en cause les policiers qui ont fait irruption chez lui à l'instigation de sa femme, ni le psychiatre de la préfecture de police qui a signé l'ordre d'internement.

## Soutien à Papinski

Pour aider Papinski dans sa lutte contre l'inspection, lutte qui concerne tous les enseignants, nous vous engageons à acheter le « Boui-Boui », le livre blanc « Un instituteur contre l'inspection », et « Une inspectrice de choc ».

Le point sur l'affaire Papinski et une action contre l'inspection au C.E.S. d'Igny, dans l'Essonne, vous les trouverez aussi dans la brochure éditée par Rénovation Syndicale région parisienne n° 12.

Toutes ces brochures sont en vente à :  
— la librairie Derives, 1, rue du Fossé St Jacques - Paris 5  
— la librairie parallèle, 47, rue St Honoré - Paris 2  
— la librairie Atmosphère, 7-9, rue de Pressensé - Paris 14  
— la librairie La Beluga, 5 rue d'Arras - Paris 5  
— la librairie CFDT, 26, rue Montholon - Paris 9

CONFÉRENCE  
DE PRESSE  
DE CARTER :«JE VOUDRAIS QUE  
LES SOVIÉTIQUES  
CESSENT DE DÉPLOYER  
LEURS MISSILES»

La première conférence de presse de Carter, le président installé à la tête des USA le 20 janvier dernier, a confirmé que les États Unis essaieraient d'utiliser les mouvements d'opposition en URSS et dans les pays de l'Est comme d'un moyen de pression sur l'Union Soviétique — faute de pouvoir s'en servir comme moyen d'intervention directe — : «Nous élèverons la voix fortement et fermement pour la défense des droits de l'homme... Mais je en URSS pour modifier les mécanismes internes du gouvernement soviétique». Les protestations américaines ne constituent en rien un soutien aux peuples soumis à la domination soviétique ; mais l'un des éléments de la négociation entre les USA et l'URSS, par lequel les Américains veulent obliger les Soviétiques à faire des concessions plus importantes dans d'autres domaines, notamment les négociations portant sur les amendements.

LE DÉPLOIEMENT  
DES MISSILES  
EN EUROPE

Carter propose de ratifier rapidement les négociations Salt 2 sur la base du protocole réalisé à Vladivostok en décembre 1974, fixant le plafond des missiles stratégiques à 2 400, en rejetant dans la négociation suivante les missiles Cruise et le bombardier soviétique Backfire, qu'ils exigent réciproquement de compter dans les missiles stratégi-

ques alors que chacun refusait d'y voir inscrit son bombardier.

C'est que Carter paraît pressé d'ouvrir les négociations SALT 3, dont l'objet serait les missiles à moyenne portée. «Je voudrais que les Soviétiques cessent de déployer les SS-20 même si ce n'est pas un missile intercontinental... Mais s'ils poursuivent le développement des missiles mobiles, cela nous contraindrait à développer les nôtres». Les SS-20 ont commencé à être déployés en grand au cours de l'été dernier. Ce sont des missiles à têtes multiples et leur déploiement antenne la supériorité américaine en Europe Centrale dans le domaine où elle est le plus sensible, tant en nombre, 7 000 fusées contre 3 500 aux Soviétiques, qu'en qualité.

La conférence de presse de Carter avait pour fondement une aggravation de la rivalité USA-URSS, dans laquelle les USA adoptent une attitude de plus en plus agressive, devant l'affirmation de plus en plus nette des ambitions soviétiques.

Par ailleurs, Carter a annoncé que les bombes à dépression, dont la vente avait été promise à Israël, ne seront pas vendues à l'étranger.

Il a également affirmé que son programme économique était «bien équilibré» et qu'il opposerait son veto à toute mesure du Congrès le déformant.

G.C.

## En bref... En bref...

FRANCE-  
GRANDE-BRETAGNE

La France et la Grande-Bretagne ont décidé de faire appel à une juridiction internationale pour le partage de la Mer d'Irlande dans laquelle des recherches de pétrole sont effectuées.

AFRIQUE DU SUD :  
NOUVEAU MOUVEMENT  
A SOWETO

A Soweto, les lycéens, au nombre de plus de quatre mille, ont déclenché un nouveau mouvement contre le régime raciste et pour la libération des prisonniers. Ils boycottent les examens. Au lycée d'Orlando, la police est déjà intervenue avec des grenades lacrymogènes. Le chef de la police menace d'utiliser les armes à feu.

ÉTATS UNIS : AIDE  
MILITAIRE AU PORTUGAL

Le gouvernement américain va proposer au Congrès d'accorder trente millions de dollars d'aide militaire au Portugal «pour aider la démocratie dans ce pays».

MARCHÉ COMMUN  
ENCORE LES CHALUTIERS  
SOVIÉTIQUES

La Communauté Économique Européenne vient d'accorder à l'URSS un nouveau délai pour qu'elle signe un traité sur la pêche. En attendant les chalutiers soviétiques continuent à violer la zone des 200 milles des pays européens. Roy Jenkins, ministre britannique, a déclaré que, si cela continuait, le Marché Commun «devrait faire respecter sa législation».

## TCHÉCOSLOVAQUIE

NOUS NE SOMMES PAS  
COMME CEUX  
QUI ONT FAVORISÉ  
L'INVASION

«Si les efforts de citoyens pour dénoncer les violations de la Charte des droits de l'Homme et des lois en vigueur sont considérés comme des manifestations criminelles et reçoivent en réponse des représailles et des mesures discriminatoires, cela prouve seulement à quel point étaient fondées et exactes les critiques contenues dans le manifeste adressé au Parlement tchécoslovaque», écrivent dans une lettre rendue publique mardi, les signataires de la Charte 77.

Poursuivant leur lettre, ils signalent : «Nous avons soumis notre texte aux organes constitutionnels et au public. Nous n'avons rien à cacher et nous ne représentons que nous-mêmes. Nous avons d'ailleurs publié les noms des signataires. En cela, nous différons de ceux qui en août 1968 avaient signé un autre document publié seulement hors de Tchécoslovaquie et qui, au nom du peuple, sans en avoir reçu mandat, attaquaient la direction du pays et du parti communiste d'alors et justifiaient une interven-

tion extérieure par la force en Tchécoslovaquie».

En août 1968, les Soviétiques avaient fait état d'un document qui leur aurait été adressé par de hautes personnalités tchécoslovaques, dont les noms n'ont jamais été publiés, et leur demandant d'intervenir pour faire déferter leurs chars à travers le pays jusqu'à Prague. Depuis le début, les signataires de la Charte ne font connaître leurs initiatives que quelques jours après avoir remis, pétitions et lettres aux services tchèques.

MISSION SOVIÉTIQUE  
EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Une mission soviétique vient de se rendre en Tchécoslovaquie, annonçait mardi, l'agence de presse tchèque, donnant encore un plus grand relief à la dénonciation de l'occupation et des collabos formulée par les signataires de la Charte 77. Conduite par le secrétaire du PCUS nommé Kapitonov,

elle vient pour effectuer des échanges d'expérience dans le domaine politique et du travail d'organisation ?

Les Soviétiques prennent

en mains plus directement que jamais la répression en Tchécoslovaquie, et cette visite annonce une nouvelle vague de répression

## URSS

MANIFESTATION  
DE SOUTIEN  
À GUINZBOURG

248 personnes ont signé un manifeste de soutien à Guinzbourg publié à Moscou. Celui-ci avait été arrêté et déporté à Kalougéa. Privé de soins alors que son état de santé est grave, le maintien de la déportation de Guinzbourg, équivaldrait, s'il se prolongerait, à une condamnation à mort affirmé ses amis.

Parmi les signataires du premier manifeste commun et public des opposants soviétiques, il y a des opposants de toutes les nationalités notamment Ukrainiens ainsi que des opposants qui ont déjà subi le régime pénitentiaire de Brejnev. C'est le cas du général Grigorenko, l'un des premiers cas connus d'interne-

ment psychiatrique. Il s'était opposé à l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968.

En Ukraine des arrestations ont été opérées à la suite de la signature de ce manifeste, notamment l'écrivain Roudenko et le professeur Tikhonov. Des perquisitions très nombreuses ont été opérées dans les domiciles de personnes soupçonnées d'être opposants.

La dénonciation du régime d'occupation en Tchécoslovaquie, la dénonciation de la dictature brutale des bourgeois en URSS la plonge dans des difficultés de plus en plus profonde : chaque initiative pour briser le mouvement se traduit par son élargissement.

ESPAGNE :  
LEVÉE DES RESTRICTIONS A  
LA LÉGALISATION DU P«C»E

Cette réforme est le principal résultat du point de vue de la «démocratisation» de Juan Carlos de l'union sacrée qui s'était constituée lors de la campagne de meurtres des fascistes «ultra». On avait vu alors le PCE se porter à la tête du mouvement de révolte de la classe ouvrière et des masses à Madrid, lui imposer des limites extrêmement strictes, briser son élan, contenir cette révolte en lui ôtant tout caractère de classe, cantonnant les ouvriers dans les usines.

Ainsi pour la première fois, il apparaît face au gouvernement comme au sein de l'opposition, comme une force politique importante profitant du mouvement de masse et en même temps capable de démocratisation, ce qui se traduisait par la nomination de Carrillo au sein d'une commission chargée de négocier avec le gouvernement, alors qu'il en était écarté jusqu'alors.

SOMMET MARCHAIS  
BERLINGER CARRILLO  
A MADRID

L'annonce du sommet

«euro-communiste» entre Marchais, Berlinguer et Carrillo, va dans le même sens d'étoffer Carrillo en forçant la main à Suarez. La tenue prochaine de ce sommet marquerait également un pas peut-être important dans la définition de ces partis en Europe du Sud, qui accrotrait les distances de ces partis à l'égard de l'URSS, notamment en ce qui con-

cerne leur attitude à l'égard de l'OTAN et de la course aux armements en Europe.

LA CAMPAGNE DE  
TERREUR CONTINUE

Des menaces de mort parviennent quotidiennement à des militants et des person-

nalités démocratiques, spécialement aux cabinets d'avocats du travail. L'AAA (Alliance Apostolique Anticomuniste) a revendiqué un attentat à la bombe dans un théâtre de Barcelone.

La répression se poursuit également : les locaux du journal «El País» ont été perquisitionnés sous mandat judiciaire. Deux rédacteurs du journal basque «Laraya» ont été emprisonnés, accusés «d'injures à la force publique» pour avoir publié un article sur la garde civile. Il en avait été de même pour l'hebdomadaire catalan «Interviú» saisi pour avoir publié un article «injurieux» sur les tribunaux d'ordre public, pourtant dissous.

L'armée laisse publier un sondage qui affirme que 60 % de l'armée soutient l'action du gouvernement. Dans quelles limites et que font les 40 % restants ? Le général Vega, de l'Etat Major vient de déclarer que l'armée pourrait être amenée à combler un vide politique.

La législation du PCE se combine avec une véritable campagne pour l'ordre public, dans lequel il a montré qu'il avait toute sa place.

G. CARRAT

EUSKADI 77  
MEETING-SPECTACLE  
JEUDI 10 FÉVRIER  
à 19 h 30 - MUTUALITÉ

- pour faire connaître la lutte du peuple basque pour l'amnistie pour laquelle sont mort cinq Basques depuis le mois de septembre, tandis que cent prisonniers sur les 150 restants sont Basques.

TÉMOIGNAGE DE FAMILLES DE PRISONNIERS - pour faire le point sur la situation des Basques prisonniers à l'île d'Yeu

AVEC LA PARTICIPATION DE LEUR AVOCAT Des chanteurs, Gorka Knörr, Urko, Mikel Laboa, feront connaître les chants de lutte basques, tandis que des avocats et des personnalités syndicales et politiques basques expliqueront, rapporteront ce combat.

## INTERNATIONAL

NOUVELLES  
DE PALESTINE OCCUPÉEEXPLOSION DEVANT  
LE SIÈGE  
DU GOUVERNEUR  
MILITAIRE

**Naplouze** : Des résistants palestiniens ont fait exploser une bombe devant le siège du gouverneur militaire sioniste de Naplouze. Après l'explosion, les soldats sionistes ont fouillé les maisons de la population et arrêté plusieurs personnes.

**Tel Aviv** : Les éléments palestiniens de l'université de Tel Aviv ont manifesté durant le mois de janvier, protestant contre l'occupation sioniste du pays. Ils ont été rejoints par les écoliers et autres étudiants habitant dans la partie de la Palestine occupée en 47.

## ISRAËL EXPROPRIÉ

**Bethléem** : Le conseil du village de Ayzarieh, situé près de Bethléem a envoyé une lettre de protestation aux autorités sionistes de Bethléem contre l'expropriation de terres appartenant à 50 personnes du village. Les habitants du village ont reçu des lettres de ces autorités les avisant que les terres vont être expropriées dans quinze jours, pour «l'intérêt général». Un jour après l'envoi de ces lettres, l'armée israélienne est intervenue au village, à minuit, pour fouiller plusieurs maisons, dont celle du président du conseil au village.

Les habitants du village sont déterminés à garder leurs terres. Ils refusent toutes «justifications» et ont affirmé qu'ils feront face aux pressions.

**Abou Diss** : Les sionistes ont commencé les travaux sur la route conduisant aux terres expropriées d'Abou Diss. Ces terres devraient servir, comme le prévoient les sionistes, aux ordures de la ville de Jérusalem. Mais la population expropriée n'a pas arrêté la lutte. Elle a envoyé un délégué auprès des autorités sionistes pour protester contre cette expropriation. Le délégué a présenté tous les papiers nécessaires prouvant qu'ils sont propriétaires de ces terres.

**Naplouze** : 300 familles de colons ont décidé de s'installer à l'Ouest de Naplouze, dans une terre habitée. Elles ont l'intention de demander l'aide aux autorités israéliennes pour le financement de leur projet et pour faire les démarches visant à exproprier les Palestiniens qui vivent dans cette terre. Au village d'Atroud, près de Naplouze, plusieurs colons et soldats israéliens sont venus mesurer et délimiter des terres appartenant à la population du village. Celle-ci a décidé de lutter par tous les moyens pour garder ses terres.

Des journaux sionistes ont écrit plusieurs articles sur les projets de colonisation et d'expropriation des autorités sionistes. Le journal «Haaretz» explique que le budget du ministère de l'agriculture pour l'année 77 sera de un milliard de livres israéliennes et près du 1/4 de ce budget, soit 240 millions de livres seront réservés à la colonisation. Cette somme représente 12,5 % en plus que l'année 76.

Un autre journal explique que les travaux pour l'installation de nouvelles colonies au Golan, terre syrienne occupée en 67, ont commencé. Ces nouvelles colonies vont se situer au Nord-Ouest du Golan, le journal indique que c'est le point le plus proche des «frontières» actuelles syriennes qui est visé par ces colonies. Actuellement, l'Etat sioniste a installé 26 colonies dans cette région. Ce qui prouve, malgré toute sa propagande, qu'il n'est prêt à rendre aucun territoire conquis, même aux Etats arabes. Cette politique de colonisation fait partie de sa nature même, qui est expansionniste.

TERRORISME  
INTERNATIONAL  
SIONISTE

Au cours d'un procès d'un Palestinien habitant en Jordanie, l'Etat d'Israël a développé une théorie liée à sa nature terroriste : pendant l'été, un Palestinien réfugié en Jordanie est retourné dans son pays voir sa famille. Il est arrêté par les autorités sionistes. Au cours de son procès, l'avocat palestinien qui le défend a démontré qu'il était interdit de l'arrêter, et de l'emprisonner, même s'il a des activités politiques, car il habite en Jordanie. Mais le juge militaire a répondu que l'armée sioniste considère qu'il est de son droit d'arrêter et de condamner n'importe quelle personne, quelle que soit sa nationalité, vivant dans n'importe quel pays, si cette personne développe une propagande anti-israélienne.

EXPOSITION  
DES PEINTRES  
PALESTINIENS

A Naplouze, se déroule actuellement une exposition des peintres palestiniens. Les thèmes des peintures portent sur la vie sous l'occupation, l'amour de la patrie et la lutte pour l'indépendance.

ÉGYPTE : RÉFÉRENDUM SUR  
LA POLITIQUE DE SADATE

Moins d'un mois après les grandes manifestations de janvier dernier, Sadate propose un référendum au peuple égyptien, sur les mesures de «sécurité» qu'il a prises pour réprimer toute opposition au régime. Ces mesures prévoient notamment que seront condamnés aux travaux forcés, tous ceux qui s'opposent au régime. Si Sadate envisage le référendum en ce moment, c'est dû au mécontentement de plus en plus profond de la population envers sa politique.

meurs et augmenteraient le niveau de vie de la population.

Un an après, malgré les capitaux investis, surtout arabes, la situation du peuple ne s'est pas améliorée, au contraire : les prix ont augmenté, les salaires sont restés très bas.

liste Arabe», à côté de la tendance de droite et celle du centre, qui est majoritaire. Tous les autres partis sont interdits.

Les dernières manifestations de janvier ont dévoilé la faiblesse de l'équilibre que Sadate voulait maintenir dans son gouvernement. Bien qu'il s'agissait d'un mouvement spontané où les masses sont descendues dans la rue à l'annonce de la hausse du prix des aliments de première nécessité, le gouvernement a réagi d'une manière violente contre tout ce qui se réclame plus ou moins de la gauche, tout en réprimant féroce les masses populaires ; des centaines de personnes ont été assassinées, la plupart étant des ouvriers, chômeurs et jeunes de moins de 15 ans, et des milliers de personnes ont été arrêtées pendant et après les manifestations.

Actuellement, c'est la gauche de l'Union Socialiste Arabe qui subit la répression ; des journalistes, des avocats et même députés sont accusés. L'équilibre de Sadate est rompu : la droite du régime prend l'avantage.

Ce revirement à droite du régime à son importance dans la période actuelle, au moment où les puissances impérialistes cherchent à obtenir un règlement dans la région.

Yonna EL KHALIL



Face à face, les flics de Sadate contre les masses populaires

Peu après la guerre d'octobre, Sadate a suivi une politique de rapprochement vers les Etats-Unis, dans le but d'amener cette puissance à faire des pressions sur Israël pour un règlement dans la région. Cette politique a été suivie par une «ouverture» économique vers les pays occidentaux. Une série de lois a autorisé les capitalistes étrangers à venir s'installer en Egypte. Mais pour une réelle «ouverture», il fallait régler tout d'abord la question du

Proche-Orient, la question palestinienne, car les capitalistes ne peuvent s'installer dans un pays en guerre. Cette politique de «paix» devait aussi permettre à la bourgeoisie égyptienne de se développer, en investissant dans des projets de développement de l'économie du pays. Le gouvernement égyptien présentait sa politique au peuple comme un moyen de sortir de la misère ; les capitaux investis feraient travailler les nombreux chô-

UNE VAGUE  
DE  
RÉPRESSION

D'autre part, Sadate a tenté de se présenter comme libéral, sur le plan de la politique intérieure : il associe au gouvernement la tendance gauche de «L'Union Socia-

## ZIMBABWE (RHODÉSIE)

LES «SELOUS SCOUTS»  
DU RÉGIME DE SMITH  
TUENT SEPT MISSIONNAIRES BLANCS

## COMMUNIQUÉ DU ZANU

*Le régime illégal de Smith a accusé les guerilleros d'avoir tué les sept missionnaires de la mission de Muzami. Cette allégation absurde et sans fondement a été délibérément fabriquée pour tromper le monde. Smith ne peut réussir à tromper le monde en créant des malentendus dans l'esprit des gens. Le monde doit connaître toute la vérité sur les agissements inhumains et immoraux du régime de Smith.*

*Le régime illégal de Smith a une section militaire spéciale très brutale qu'on appelle Selous Scouts. Cette section cruelle et impitoyable des forces de Smith a une mission particulière. Cette mission est de se déguiser en groupe de guerilleros, pour commettre des atrocités parmi ceux qui sont suspects de soutenir les combattants de la liberté afin de discréditer les guerilleros. Il s'agit pour eux d'anéantir et de faire disparaître toute trace de soutien à la guérilla en se livrant à des actes d'intimidation inouïs parmi les masses. Les missionnaires catholiques dirigent plus de la moitié des écoles missionnaires en*

*Rhodésie. Ces missions sont situées principalement dans les zones rurales où les missionnaires vivent parmi les masses. Ils font beaucoup pour les Africains dans le domaine de l'éducation. Le peuple africain a un grand respect pour ces missionnaires, et en retour les missionnaires sont très bienveillants et ils apportent beaucoup d'aide. Les missionnaires catholiques ont pris fait et cause pour les guerilleros : le courageux évêque Lamont a défié les lois du régime illégal et ouvertement donné son soutien aux combattants de la liberté ; l'évêque Lamont a été suivi d'un bon nombre de missionnaires catholiques qui ont été traduits devant les tribunaux illégaux de Smith, accusés soit de ne pas avoir dénoncé la présence de combattants de la liberté, soit de les avoir soutenus. Le mépris des lois illégales qu'ils ont manifesté et la continuité du soutien aux guerilleros ont rendu furieux le régime illégal de Smith ; les révélations des missionnaires contenues dans leurs publications «Justice for Peace» sur les atrocités ont mis à jour les secrets du régime. Les mis-*

*sionnaires sont devenus les cibles des Selous Scouts. Au contraire, les missionnaires catholiques sont devenus des amis des masses et bien sûr des guerilleros.*

*Il faut que l'on sache clairement que les combat-*

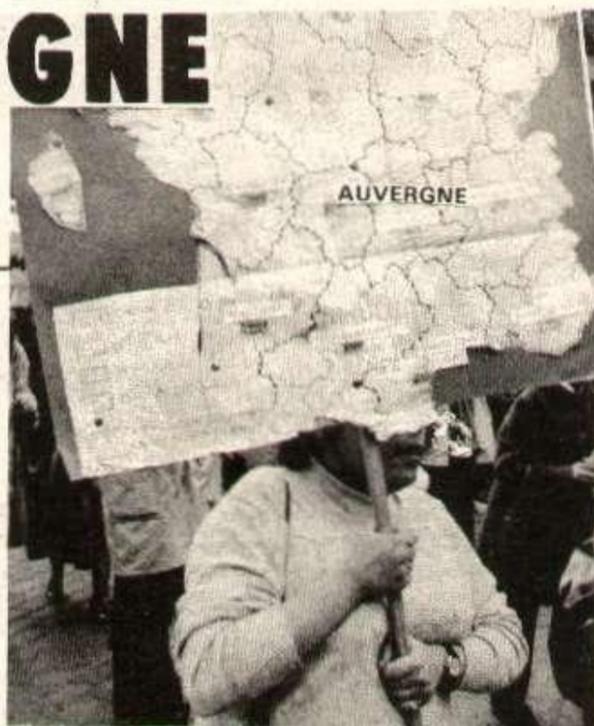
*tants de la liberté opèrent dans la région Nord est (où les crimes ont été commis) depuis septembre 1972, et jamais de tels massacres n'ont eu lieu. C'est une indication de la coopération totale entre les guerilleros et les missionnaires...*

**ESPAGNE-URSS** : Rétablissement des liens diplomatiques. Un communiqué a annoncé mercredi matin le rétablissement des liens diplomatiques entre l'URSS et l'Espagne, rompus par Franco en 1939. Le texte du communiqué commun parle de développer les relations «sur la base des principes de coexistence pacifique... et dans l'esprit des ententes établies à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe», c'est-à-dire la conférence d'Helsinki. Selon le communiqué, les relations entre les deux pays est «dans l'intérêt du renforcement de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde».

**AIDE AMÉRICAINE À L'ÉTAT SIONISTE** : Quelques jours avant le départ du secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance au Proche Orient, Carter vient de proposer une augmentation de l'aide américaine à l'Etat sioniste de 285 millions de dollars pour l'année 78. Si la proposition est acceptée par le Congrès ce qui est tout à fait envisagé, l'aide sera de 1 785 millions de dollars dont 1 milliard en aide américaine. D'autre part, Vance commencera sa tournée au Proche Orient par une visite à l'Etat sioniste, pour lui montrer son entier attachement à la politique de cet Etat.

# AU COEUR DE L'Auvergne EN LUTTE

REPORTAGE DE ROBERT RIVIERE



«Nous ne voulons pas être la Corse du continent !»  
L'Auvergne en «bonne» place dans la France du chômage...

Selon Barre, «l'Auvergne se trouve dans une situation plus favorable que le reste du pays»... Les travailleuses et travailleurs d'Auvergne sont-ils satisfaits de telles déclarations ? La manifestation de 1 500 personnes, samedi 5 février, à l'occasion de la venue de Chirac, Barre et Bonnet prouve tout le contraire, et ce n'est que la partie visible du profond mécontentement accumulé par des années de promesses non tenues. Parcourons donc une partie de cette Auvergne des luttes pour mieux saisir cette réalité en ce début 77...

Les 12 et 13 novembre, s'est tenue la dernière coordination des usines en lutte, à la SCPC et à Copono Book. Cinq autres usines ont participé à ces deux journées : Lip, Caron-Ozanne, Sud-Acier, Reliac et Ideal-Standard. «Si cette coordination a permis de prévoir des initiatives communes, permettant de sortir de l'isolement et de lutter sur la question de l'emploi pour tous les travailleurs, elle a nettement moins mobilisé que d'autres».

Ceux de la SCPC ont cherché à comprendre pourquoi.

## SCPC: OÙ EN EST LA COORDINATION DES LUTTES ?

«Les coordinations, c'est valable, mais il faut qu'il y ait plus d'entreprises. Ce n'est pas facile, les directions syndicales ne font rien pour nous aider», fait remarquer une ouvrière. «Un pas a déjà été fait : la dernière coordination a été prise en charge dans la CFDT au niveau régional, mais pas encore national. C'est une bataille que nous devons mener en expliquant», précise l'un d'eux. Un point noir doit encore être discuté : les raisons des désaccords des directions syndicales de la région. L'UR-CGT préfère les traiter de «gauchistes» plutôt que de les soutenir. «Ça ne devrait pas exister» dit une ouvrière révoltée. «Dans une lutte, tous les travailleurs et ceux qui veulent les défendre devraient se serrer les coudes !»

Pour certains, cette attitude n'est pas due à une volonté délibérée de laisser les luttes isolées : «Les directions syndicales n'ont pas encore l'habitude des coordinations». C'est un débat qui s'engage parmi les travailleurs de la SCPC...

### LA DOUBLE FACE DES PARTIS DE «GAUCHE»

L'attitude des directions syndicales, face aux initiatives de sections, CFDT, (à la SCPC), et CGT (Copono-Book), n'est-elle pas identique à celles des partis de «gauche», PS et PC ? Que signifie leur soutien de dernière heure très vite retiré ?

«Au début, ils venaient nous voir. On était d'accord pour qu'ils fassent leur propagande politique, mais à condition qu'ils soutiennent notre lutte. Ils ont accepté, mais depuis septembre, on ne les voit plus ; sauf une fois, le PC pour son bulletin

local». (voir encart). «De juillet à octobre, le PC avait même une banderole à l'entrée de l'usine, avec les nôtres. Ils sont venus, une nuit, en douce, la retirer».

«Peut-être ne veulent-ils pas faire peur à leurs électeurs, en venant nous soutenir ?» questionne l'un d'eux. «Pourtant, dans leur bulletin, «Le Phare», le PC fait comme s'il soutenait notre lutte. En fait il ne fait rien».

En s'opposant à la polarisation des initiatives après le 7 octobre, il participe à l'isolement de ceux qui luttent. «Ils tirent toujours la couverture sur eux. A les entendre, ce sont eux qui font tout», lance une ouvrière. «Il y a un an, avant cette lutte, je n'aurais pas cru qu'ils nous laisseraient tomber comme ça !» Le PS n'est pas en reste. «Pour le PS, on est comme des chiens ! Normalement, on doit pointer à la mairie, et bien non !». Les manœuvres de ces partis politiques contre leur lutte, provoquent une réaction de prendre des distances vis-à-vis de tout ce qui apparaît «politique». Toutes les combinaisons électorales, tout à fait extérieures à leurs préoccupations quotidiennes renforcent cette réaction. Que Chirac, Giscard, Barre et autre «défenseur des patrons» construisent leur projet sur le dos des travailleurs, c'est logique. Mais que les partis «d'opposition» agissent de même, ceci indigné les ouvriers et ouvrières qui les jugeaient assez favorablement en dehors des périodes de lutte. Du coup, comme pour se prémunir contre toutes ces combines, une cloison artificielle est placée entre «ce qui est politique», et ce qui est «syndical». Ceci est un obstacle important à la poursuite des luttes, «pour bien savoir ce que nous devons faire», comme le faisait remarquer justement une ouvrière de la SCPC. Sur cette question-là, au cours de leur prochaine

coordination, des travailleurs estiment avoir un travail d'explication très important à engager. «Le PS et le PC ne sont ni socialistes, ni communistes» nous disent des travailleurs. «On voit bien le rôle qu'ils jouent dans les directions CGT-CFDT, mais c'est difficile à expliquer, parce que ça concerne les partis politiques, et beaucoup d'entre nous hésitent à en discuter». Pourtant un débat sur ces questions est déjà riche d'enseignements. Il fait apparaître combien il est aujourd'hui nécessaire, pour que les coordinations de luttes puissent se fixer des objectifs communs capables de rallier les travailleurs jetés au chômage et aspirant à une lutte offensive pour la défense de l'emploi, que doit poursuivre et approfondir la clarification politique des freins à ces coordinations. Et tout particulièrement la responsabilité des partis de gauche qui tiennent en main la direction des appareils syndicaux.



Les ouvriers de la SCPC entendent poursuivre leurs efforts pour unir les luttes pour l'emploi... Comme ici, les chaussonniers fougerais de Réhault qui vont fêter le premier anniversaire de l'occupation de leur usine...

## LE PCF SERAIT-IL D'ACCORD AVEC LES DERNIÈRES COORDINATIONS ?

Que ceux qui ont lutté pour participer aux coordinations, se rappellent encore l'acharnement du PC et de ses représentants dans la CGT, pour empêcher une trop large mobilisation. A Sud-Acier, près de Toulon, n'ont-ils pas qualifié les «Lip» de «gauchistes irresponsables» ? Mais tous les militants du PC ne sont pas de cet avis. Dans «Le Phare», journal des cellules de Cournon, un article est consacré à la lutte de la SCPC, en novembre, date de leur dernière visite. Un peu à la surprise des travailleurs de la SCPC, cet article cite les deux dernières coordinations sans les calomnier ; il va même jusqu'à reprendre le fait que ceux de la SCPC «déploraient le manque d'appuis syndicaux et politiques de ces deux derniers mois». Bien sûr, il n'est pas précisé que ce soit les directions de la CGT et CFDT et tous les partis y compris le PC et le PS ! Comment l'expliquent ces travailleurs ? «C'est un moyen de laisser croire à l'extérieur qu'il soutient nos initiatives».

## JEU DE LA SOLIDARITÉ (OU LE TOUR DE FRANCE DES LUTTES)

Ce jeu est issu de la dernière coordination. Le but : arriver à l'unité populaire par l'union des luttes. A gagné celui qui arrive à la case «unité populaire» avec cinq cartes différentes «union des luttes». Ce jeu est représenté par un circuit de cases parcourant la France. Quelques exemples de la règle du jeu : si vous arrivez sur la case «unité syndicale», vous vous arrêtez deux tours ou vous rendez une carte «solidarité» ; sur la case «CRS», si vous avez deux cartes «union des luttes», vous passez ; si vous n'en avez pas, vous restez deux tours.

Pour le commander, écrire à :  
Georges SICARD  
252 Lac Sud  
63 800 COURNON  
25 F + 5 F de port

Au-dessus de cinq unités, le port est gratuit. C'est moins cher pour les usines en lutte !

Devenez

«**ABONNÉ**»**AMI**  
DERNIER MOIS**Quotidien  
du Peuple**LA CARTE D'ABONNÉ-AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

## ● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

## ● Et à un livre ou un disque au choix :

## PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'«Antidühring» d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

## PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans la manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

## ● Sur présentation de la carte

## RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon

«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans

La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille

«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux

«Librairie 71», 24 rue J.-Jaurès à Nantes

«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen

Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris

«Graffiti», 210, rue J.-Jaurès à Brest

Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille

«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre-Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinéma Itarif étudiant tous les jours :

«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>

«Olympic», 10 rue Boyer

«Entrepôt», 7 rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal ..... 300 F .....

Abonnement de soutien ..... 500 F .....

Abonnement de soutien ..... F .....

## Mode de versement :

En une fois .....

En trois fois (échelonné sur trois mois) .....

NOM (en capitales) .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

## DANS NOTRE COURRIER

Ma semaine de travail

**EMBAUCHE,  
DEBAUCHE ET  
LA PRODUCTION SORT**

UNE OUVRIÈRE DE GRENOBLE

Mercredi 26 janvier, je reçois un télégramme : Allibert me convoque pour le lendemain 15 H. Allibert est une grosse boîte de Grenoble qui travaille le plastique : armoires de toilette, accessoires de salle de bain, pièces de tourne-disques, de télé, etc.

Jeudi, 15 H : entretien avec le chef du personnel. Pendant presque une heure, il m'explique les horaires, le salaire, le travail, les différents avantages... Très engageant le bonhomme. Il me demande ce qui me conviendrait le mieux : l'horaire en équipe sur les presses à injection, ou à la journée sur les chaînes de montage ; là, il y aurait un poste rapidement. Je me méfie, je lui demande si c'est un emploi temporaire ou fixe. Il précise : deux fois quinze jours d'essai, trois mois de contrat et, si ça marche, embauche définitive. «Il y a du travail. On a des commandes. On manque de personnel». Comme je lui demande le temps de réfléchir, il a paru surpris : «Vous semblez hésitante ?» — «Je n'ai pas envie de me retrouver au chômage». Je voulais changer de boulot. Là où je travaillais, je gagnais 160 000 F, avec ça, je n'allais pas loin, mais je préférais ça au chômage. Prendre le risque d'un mois d'essai...

Jeudi 17 H : Je lui téléphone. Je prends un poste à la journée. Je commence mardi. «Vous ne pouvez pas vous dégager plus vite de votre employeur ?» — «C'est le 1<sup>er</sup> février, c'est plus simple».

Mardi 1<sup>er</sup> février : Le chef du personnel me conduit à sa secrétaire pour signer le contrat. Jusqu'au 2 mai. Puis elle m'emmène chez le chef d'atelier. Il me

présente la boîte, la production, les succursales, le fonctionnement des ateliers, etc. Il me pose des questions pour savoir à qui il a à faire et visiblement, il cherche à me mettre en confiance : «Vous n'avez pas l'habitude de l'usine, mais toutes les femmes ont commencé comme vous, je vous demande de ne pas vous décourager. Soignez la qualité de votre travail. Si quelque chose ne va pas, dites-le à votre chef de file. En moyenne, il faut dix jours pour pouvoir tenir un poste...»

Mardi, en fin de journée, le chef de file : «Aujourd'hui, ça allait, c'est le premier jour. Mais demain il faudra travailler plus vite».

Mercredi : Le chef de file me demande plusieurs fois d'aller plus vite. J'ai plusieurs opérations à faire. Après moi, il y a une ancienne. Et sur la suite de la chaîne, le montage est terminé, c'est l'emballage. Je n'arrivais pas à faire toutes les opérations. C'est l'ancienne qui terminait, en plus de son poste. «Même nous, on n'arrive pas à tenir le rendement qu'ils nous demandent maintenant, alors les nouvelles...» Dans l'après-midi, le chef de file : «Vous devez tenir votre poste complètement». Faire le même travail qu'une ancienne au bout de deux jours !

Jeudi, 7 h 15 : j'avais bu du café : j'étais décidée à concentrer mon attention sur mon travail pour ne pas faire de gestes inutiles, pour gagner le maximum de temps. Toute la matinée, j'ai tenu mon poste en entier, et on avait augmenté le rendement. A 10 H, j'avais un coup de pompe, la tête qui tourne.

Jeudi, 13 h : On m'appelle chez le contre-maitre avec la chef de file. «J'ai décidé de ne pas vous garder. Hier, on vous a fait deux remarques pour les charnières et une remarque sur les cendriers. Au contrôle, on vient encore de trouver deux cendriers cassés. On n'a jamais vu ça. Je vous laisse le choix entre arrêter ce soir et demain soir. Ce n'est pas la peine de discuter, je ne vous garde pas».

vous me reprochez, ça fait deux jours que mon travail est correct ?»

Rien à faire.

Une autre fille, comme moi, partait ce soir aussi après quelques jours d'essai. «Ils profitent du chômage. Il y en a plein qui demandent à être embauchées.» — «C'est dégueulasse, ici, moi j'en ai marre, mais je ne trouve rien d'autre.»

En même temps que moi, la première fois que je suis venue, il y avait une femme envoyée par une agence intérimaire. En temporaire ou pour un poste fixe... Embauche, débauche... Et la production sort. Trois ou quatre jours chacune et la production sort au moindre coût.

J'étais disponible du jour au lendemain. La plupart des femmes sont disponibles du jour au lendemain. (...)

Elles se font vraiment avoir sur toute la ligne avec ce chômage.

S'ils croient qu'ils vont toujours pouvoir crâner, ces messieurs les employeurs !

Le soir, à 16 h 25 : (on finit la journée à 16 h 30). Le chef d'atelier me fait appeler. «Depuis hier, j'ai bien réfléchi, je ne vous garde pas» ! — «Qu'est-ce que

**COMMUNIQUÉ  
DE PRESSE**MEETING DE SOUTIEN AUX VICTIMES  
DU TERRORISME SIONISTE ET A LA JUSTE LUTTE  
DU PEUPLE PALESTINIENSamedi 12 février 1977 de 14 h à 18 h  
au 55 bd de Belleville - Paris 19<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Couronnes ou Bellevilleavec l'intervention du Professeur Larivière, Président de  
l'Association Médicale Franco-Palestinienne, le film  
«L'Olivier», débats, exposition, musique.**ETUDIANTS  
ABONNEMENT  
SPÉCIAL  
5 MOIS 100 F**

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Crédit Lyonnais : Agence ZU 470  
Compte n°7713 J

de 14 h 30 à 18 h 30

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

## 20<sup>e</sup> épisode

Un homme d'une quarantaine d'années, blond et carré, escaladait le chemin, portant son vélo, l'agitant même en signe d'amitié.

— Alors les gars, c'est le baroud ?

Ses yeux bleus, rieurs, allaient de Vieljeu à Terro, comme pour soupeser leur moral.

— On va débarquer, nous aussi, dit Vieljeu.

— Place aux terroristes, dit Terro. Il se raidit au garde à vous : A vos ordres, mon capitaine ! Oui, mon capitaine ! Mon capitaine, vous avez raison !

— Qu'est-ce qui lui prend ? dit Vieljeu.

— C'est la guerre, dit Terro. La guerre, c'est « oui, caporal », quand on est soldat, et « oui, mon capitaine », quand on est lieutenant. Tu bois un verre, Goderville ? On va fêter la guerre.

— Pas de refus !

Goderville regarda Terro, puis Vieljeu, étonné par la crise de l'Espagnol.

Terro revint, la bouteille de marc en main, souriant :

— Faites pas attention. Ça me prend de temps en temps. Je suis parti en guerre si souvent ! Tout à coup, ça m'a frappé.

Il remplit les verres et expliqua :

— Qu'est-ce que j'y gagnerai ? Je serai un héros ? J'en suis déjà un ! J'en tirerai ma peau ? Déjà, deux fois, j'en ai tiré ma peau ! Je tuerai des Boches ? J'en ai déjà tué, et des Italiens, et des Espagnols. Je suis un tueur international !

Goderville et Vieljeu ne cherchèrent pas de réponse. Ils savaient tous deux que Terro disait vrai. Vieljeu ajouta simplement :

— Post Mortem à la tranquillité.

— Que la paix repose en paix, conclut Goderville.

Tous les trois se levèrent, trinquèrent avec une gravité d'enfant et se rassirent en souriant. Le mauvais moment était passé.

De tout le Dauphiné, de près comme de loin, les « mobilisés » affluaient sur le plateau. Prévenus par des agents de liaison, ils venaient avec leur bagage de couvertures et d'armes : pour les plus pauvres, un couteau de poche, pour d'autres, un fusil de chasse ou un revolver. Certains amenaient un ami qu'ils avaient convaincu de venir se battre aussi.

Ils montaient à pied, à bicyclette ; d'autres avaient volé aux Allemands ou à la milice une moto ou une voiture.

Ils arrivaient par les huit routes qui relient le Vercors au monde extérieur : par les gorges d'Engins, des Ecouges, de la Bourne, des Grands Goulets ou de Combe-Laval, par les cols du Roussel et du Pionnier, ou par la route de Saint-Nizier.

Sur leur chemin, ils rencontraient des camarades minant déjà les tunnels et les ponts de ces routes taillées dans le roc, perchés sur le vide.

Ces volontaires, fermiers et ouvriers, fonctionnaires et étudiants, étaient groupés dans des centres de mobilisation et répartis en cinq compagnies placées sous le commandement du chef d'escadron Huet, dit Hervieux.

L'ordre de mobilisation, venu d'Alger et transmis au Vercors par le colonel Descours, devait être suivi d'opérations militaires précises, proposées par Henri Morestel au commandement d'Alger dans sa Note sur les Possibilités d'Utilisation Militaire :

Pour ce qui est de l'utilisation militaire du Vercors, nous avons envisagé plusieurs partis :

1. Le parti le plus simple consisterait à se servir du Vercors comme d'un centre de perturbation, d'un repaire de corps francs, d'où pourraient être lancés, le moment venu, des raids vers les voies ferrées, les routes, les ponts, les installations et les lignes électriques, les régions industrielles de la périphérie.

Si l'on jette les yeux sur une carte, on comprend immédiatement l'intérêt considérable que pourrait présenter le Vercors comme point de départ de raids, dans le cas où les armées allemandes résisteraient sur la ligne des Alpes ou viendraient à refluer par la vallée du Rhône.

2. Un projet plus ambitieux consisterait :

— à effectuer tout d'abord neuf destructions de routes isolant le plateau ;

— à faire tenir pendant quelques temps les défenses extérieures du Vercors par les groupes de combat qui y sont actuellement réunis ;

— à opérer, à l'abri de ce rideau, une massive opération de parachutage d'effectifs et de matériel. Des points de ralliement ont été prévus, ainsi que des guides.

(à suivre)

## Une page de l'histoire des travailleurs

# «EUGÈNE VARLIN : PRATIQUE MILITANTE ET ÉCRITS D'UN OUVRIER COMMUNARD»

CE LIVRE VIENT DE PARAITRE DANS LA PETITE COLLECTION MASPÉRO, 12 F

PRÉSENTÉ PAR PAULE LEJEUNE

«Ce mort-là est tout aux ouvriers» écrivait très justement un autre communard, Lissagaray en parlant d'Eugène Varlin, assassiné par les Versaillais le dernier jour de la Commune.

Et il faudrait en effet que tous les travailleurs puissent connaître ce militant exemplaire.

D'abord parce que sa pratique et ses écrits démentent les grandes affirmations de l'histoire, telle qu'elle nous est contée dans les manuels scolaires.

A travers lui et tous ses camarades de l'Internationale l'on peut remettre dans le droit fil du mouvement révolutionnaire cet événement capital que fut la Commune de Paris. Et à cet égard, le livre insistant sur les années qui ont précédé la chute du Second Empire montre bien les causes profondes ainsi que les bases de ce premier gouvernement des travailleurs. Ce ne fut pas une brusque pulsion incohérente, une sorte de maladie couvée pendant le dur hiver du Siège de Paris, mais la prise du pouvoir par la population ouvrière apparaît sous son éclairage réel, comme le résultat d'une large prise de conscience des masses et d'une volonté de détruire les structures politiques pour une vraie révolution idéologique et sociale.

### PRATIQUE ET RÉFLEXION THÉORIQUE

Si ce livre sur Varlin permet donc de rétablir la vérité historique quant à la Commune et cela en s'appuyant essentiellement sur les témoignages des Communards ou sur les analyses de Marx, Engels, il montre aussi ce qui était un militant ouvrier à cette phase importante de la lutte. Non pas qu'il concentre tout son intérêt sur «la grande figure» de Varlin,

excluant les milliers de militants anonymes qui ont combattu avec lui ; cela serait retomber dans la conception bourgeoise de l'histoire, mais il analyse comment un travailleur, caractéristique de son époque, prend peu à peu conscience de la nécessité de la lutte et plus encore de l'organisation, de la coordination de cette lutte. Et ce qui frappe en effet, c'est le bon qualitatif que fait Eugène Varlin à partir du moment —début 65— où il adhère à l'Association Internationale des Travailleurs. Sa combativité passe du terrain revendicatif traditionnel à celui de la con-

testation du pouvoir concernant la politique intérieure, mais aussi les interventions bellicistes de Napoléon III. Sa curiosité intellectuelle se joint à celle des autres Internationaux pour une réflexion collective, toujours liée à leur pratique d'ailleurs, sur les grands problèmes de la cité future du communisme. Et en effet l'une des grandes préoccupations de Varlin sera moins la prise du pouvoir que la gestion ouvrière de ce pouvoir ; et c'est en pensant au lendemain de la Révolution qu'il travaille avec tant d'acharnement à créer des coopératives, des restaurants populaires, à fédérer les

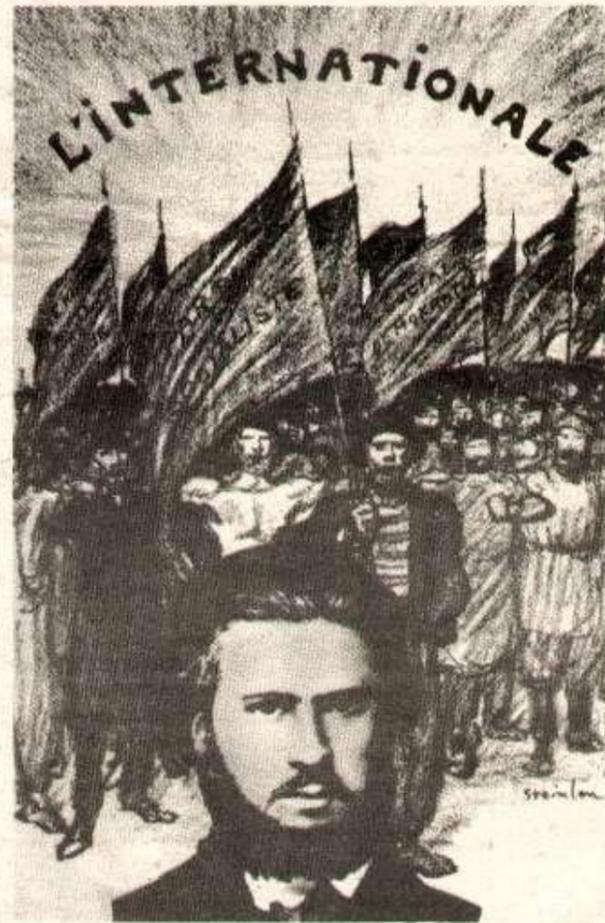
différentes associations ouvrières afin que les travailleurs, prenant l'habitude de la parole, de l'analyse, de la gestion, soient prêts à toutes les responsabilités économiques et politiques une fois abattu le régime impérial.

### «LA DÉFENSE ACCUSE»

Ce livre regroupe aussi l'essentiel de ce qu'a fait Eugène Varlin, mais en prenant bien soin de le rajuster avec précision aux événements, car lorsque Varlin prend la parole ou la plume, c'est pour lui un moyen de prolonger son action. Pas de gratuité littéraire chez lui, mais un objectif d'efficacité révolutionnaire. On le voit bien quand il est chargé par ses camarades d'assurer leur défense lors du second procès de l'Internationale en 1868 : il profite de la tribune que peut constituer le banc des accusés pour faire un réquisitoire rigoureux et virulent contre le système d'exploitation économique et d'oppression sociale qui caractérise le régime en place. Et avec quelle maîtrise de la langue ! Avec quelle exemplaire concision ! De magnifiques pages de littérature prolétarienne.

«Ce mort-là est tout aux ouvriers» écrit Lissagaray dans une sorte d'hommage funèbre rendu à Eugène Varlin. Mais disons plutôt maintenant «Ce grand vivant si curieux de tout, cet infatigable militant toujours à l'écoute des masses, liant une pratique de tous les instants à une réflexion théorique avancée, ce communard qui resta l'un des derniers sur les barricades de la Semaine Sanglante peut —et doit— nous aider à continuer la lutte».

A. R.



## JEUDI 10 FÉVRIER

### TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Pour les jeunes  
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui. Feuilleton  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Les partis politiques  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - La famille Cigale. Feuilleton  
21 h 20 - L'événement  
22 h 25 - Jazz à Juan  
23 h 00 - Journal

### A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants  
18 h 45 - Flash information

18 h 55 - Jeu : des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 44 - La tirelire  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - La rue  
21 h 45 - Vous avez dit bizarre  
22 h 45 - Journal

### FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Magazines régionaux  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Flash journal  
20 h 30 - La mariée était en noir, film de Truffaut (1968)  
22 h 10 - Un journal, un événement

EQUATEUR :

REMOUS AUTOUR DE  
LA NATIONALISATION  
DU PETROLE

Par Hélène VARJAC



LA NATIONALISATION  
DU PETROLE.  
DERNIER BASTION  
DU REFORMISME

La nationalisation du pétrole s'inscrit dans la lignée des mesures de récupération sur l'impérialisme des richesses nationales. Mais, c'est en même temps le dernier poste de combat d'un régime de plus en plus fragile. Pour essayer de renforcer leurs positions, les réformistes ont fait pression sur le ministre des Ressources Naturelles, René Vargas Passos, pour qu'il soit candidat à la présidence de l'OPEP ; ils n'ont pas abouti. Vargas a achevé ses fonctions en décembre dernier après avoir conclu l'achat des actions de la Texaco-Gulf Compagny pour 82 millions de dollars. Mais il n'est pas parvenu à réaliser ce qu'il avait promis ; « la Gulf doit quitter le pays ». La Gulf va rester et a déjà obtenu tous les contrats de services : extraction et technologie, commercialisation et raffinage. S'il est certain que la nationalisation porte des coups aux compagnies pétrolières, le régime réformiste recule sur un certain nombre de points.

LES RECULS ET  
LES CONCESSIONS DE  
L'EQUATEUR

— Le gouvernement équatorien reconnaît le montant des investissements déclarés

La « redécouverte » du pétrole équatorien en 1963 a donné lieu à un intense dépeçage du pays par les compagnies pétrolières internationales ; en 1966, 30 concessions représentaient plus de dix millions d'hectares. Les contrats duraient 40 ans, et les compagnies étrangères se contentaient de verser 400 000 sucres (monnaie équatorienne), à partir de la septième année du contrat, ce qui signifie qu'elles achetaient l'hectare de brut à 25 centimes ! Ces relations, appuyées par l'impérialisme américain et une oligarchie étroitement liée à lui, vont se trouver modifiées quelque peu à partir de 1972, avec la mise en place de l'expérience réformiste de Rodriguez Lara, soutenu par une nouvelle bourgeoisie industrielle, désireuse de faire sa place. L'objectif dès cette période, est de renégocier les conditions d'exploitation du pétrole en s'acheminant vers sa nationalisation, en mettant au point des projets de développement du secteur d'Etat dans l'économie. Sur cette lancée, l'Equateur, partie intégrante du Tiers-Monde entre à l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole).

Ces tentatives pour contrôler davantage les richesses nationales se heurtent à des résistances

par la Gulf, qui dépasse largement les investissements réels (66,388 millions de dollars).

— Le gouvernement ne prend pas en compte les énormes bénéfices réalisés par la Gulf qui dépassent les investissements initiaux.

— Le gouvernement a accepté le paiement de la somme que la Gulf reconnaît devoir pour les impôts, soit 81,9 millions de dollars. Or le montant des actions payées par l'Etat s'élève — coïncidence — à 82 millions de dollars.

— Le gouvernement n'a pas

pris en compte les dommages causés par la Gulf lors du boycott de l'an dernier.

UNE NOUVELLE CARTE  
POUR L'OLIGARCHIE

• Le scandale de la prévisora :

Pour contrer les réformistes, qui représentent les intérêts d'une nouvelle bourgeoisie industrielle, l'oligarchie réclame le retour immédiat du gouvernement aux civils, à travers l'intérim de Leon Fibres Cordero. Elle a cherché à affaiblir le

acharnées de la part des « 7 sœurs », les 7 principales compagnies, surtout la Texaco-Gulf, qui a essayé de paralyser le pays en boycottant le transport et l'extraction du brut pendant de longs mois l'an dernier. Cette offensive des Etats Unis se conjugue et s'alimente d'une situation de crise du régime réformiste. Presque tous les éléments sont en place à l'heure actuelle pour aboutir à une déstabilisation de la situation en Equateur. L'oligarchie traditionnelle réclame instamment le « retour du pouvoir aux civils », le retour à la constitutionnalité pour revenir à une situation de domination sans partage des monopoles impérialistes. Les illusions nées en 72 des promesses réformistes et particulièrement de la Réforme Agraire, font place maintenant au mécontentement et à la colère.

Certains secteurs de la social-démocratie et le parti révisionniste d'Equateur intriguent pour prendre le pouvoir. C'est dans ce contexte que le régime réformiste a rendu effective le 31 décembre dernier la nationalisation du pétrole. Du même coup, cette nationalisation a encore accentué et cristallisé des tendances contradictoires, au point qu'on peut se demander aujourd'hui ce qui va sortir de la marmite équatorienne.

• Vague de complots :

Mais, le projet de continuer sous la forme d'un régime militaire dirigé par Duran Arcentales soulève des oppositions aussi bien au sein de la bourgeoisie réformiste qui a lancé un projet de « restructuration juridique de l'Etat », que dans un secteur de l'oligarchie partisane d'un retour immédiat. Ce secteur de l'oligarchie a appuyé récemment une tentative de coup d'Etat du colonel Solon Espinosa, ex-contrôleur de la Nation, et dirigeant de l'Académie militaire ; des mouvements de troupes et

novembre dernier, de développer l'idée que le triumvirat est faible et qu'une attaque décidée contre le général Duran Arcentales suffirait pour que le régime change, et laisse la place à une coalition social-démocrate-PC. Mais la social-démocratie est divisée à son tour entre l'UNADE (Union Nationale Démocratique) de Gomez Izquierdo, créée en 1976 et hostile à l'alliance avec le PC, et d'autre part, la « Gauche Démocratique », qui bénéficie du soutien financier et politique de l'Internationale Socialiste des Mitterrand, Schmidt et Soares. Le PC a joué de façon à mouiller l'UNADE dans un vague complot contre le gouvernement, ce qui a valu une forte répression contre l'UNADE et l'arrestation de ses principaux dirigeants et a laissé le champ libre au PC pour son alliance avec l'autre secteur de la social-démocratie.

LE REFORMISME OUVRE  
LA VOIE AU FASCISME

Il règne donc à Quito un climat de grande tension, la situation semble gelée provisoirement, mais tout le monde s'attend à une évolution répressive du régime, qui est déjà en cours. Le régime réformiste est enserré dans un véritable noeud gordien ; il effraie les classes les plus réactionnaires par ses discours, et par certaines mesures, ceux-ci s'organisent sur des positions fascistes ; il émousse la combativité des organisations ouvrières et paysannes, en semant des illusions sur la transformation dans la légalité, grâce à une bourgeoisie technocratique ; mais il réprime de plus en plus les masses, sans pouvoir abandonner pour autant son discours réformiste qui est le gage de sa survie, il apparaît clairement que le réformisme n'a pas d'avenir et qu'il fait le lit du fascisme. Pour détourner l'attention, le triumvirat croit avoir trouvé une planche de salut patriotique : il met en avant les problèmes frontaliers avec le Pérou, impose des conditions exagérées au Pérou et réclame l'unité interne face à l'ennemi extérieur.

Mais face au réformisme et à la menace fasciste, il n'y a qu'un chemin, la lutte indépendante du peuple.

UNE CHARTE DES INTERDICTIONS

CE QUI EST INTERDIT :

- les manifestations de rue
- les activités clandestines ou secrètes
- les actions subversives comme des mutineries, des sabotages, le terrorisme, les occupations de terre et de biens étrangers, les arrêts de travail et les grèves hors-la-loi, et en résumé, tout ce qui peut développer des affrontements entre les Equatoriens et les désorienter.
- les campagnes, par les différents moyens de diffusion, qui « dénaturent » la vérité et qui peuvent amener l'opinion publique à être désorientée.
- les campagnes visant à discréditer les fonctionnaires publics, qui risquent de porter atteinte de manière injustifiée à l'image de marque du gouvernement et pire encore de diviser les forces armées.
- manquer au respect des autorités à travers des expressions caricaturales ou comiques pouvant représenter des personnes précises et les fausses dénonciations.

Ceci est regroupé sous la loi de Sécurité Nationale, de tendance fascisante.

CE QUI EST AUTORISE :

- 1 - La liberté d'expression, avec pour seule limitation et condition d'exprimer seulement la vérité, et de respecter la dignité et le droit des autres.
- 2 - La liberté de réunion à condition d'en informer préalablement les autorités.
- 3 - Liberté idéologique
- 4 - Liberté d'association assujetties au fait que le gouvernement considère qu'il existe toutes les garanties requises et toutes les libertés nécessaires pour qu'il remplisse son plan de restructuration juridique de l'Etat avec la pleine participation des citoyens et sans restreindre les droits qui doivent se maintenir.



gouvernement avec l'« affaire de la Previsora », la faillite d'une des plus importantes banques privées du pays. Cette banque, suite à une situation financière désastreuse, a été renflouée par l'argent de l'Etat : la Banque Centrale Equatorienne a fait des dons et octroyé un crédit d'urgence de 195 millions de dollars. Mais, le plus significatif de l'affaire,

renforcé les positions d'un secteur de l'oligarchie au sein même du gouvernement. Un bon exemple de cette remontée est la désignation du nouveau ministre des Finances, Santiago Sevilla, membre actif de l'Opus Dei. Ce rapprochement entre le gouvernement et l'oligarchie montre la possibilité d'une nouvelle carte à jouer pour cette dernière.

des incidents ont eu lieu fin décembre sur la base aérienne de Teura. Dans cette situation déjà complexe et tendue, les révisionnistes équatoriens y sont allés aussi de leur complot.

LES MANIGANCES  
REVISIONNISTES

Le PCE ne cesse, depuis